

Histoire Générale des Grandes Puissances

Selon Benedetto **Cloche**, philosophe italien: « *Toute histoire est contemporaine* ». Il faut donc partir du présent pour interroger le passé.

Par exemple, les médias évoquent régulièrement le retour aux années 1930. C'est une analogie et une comparaison paresseuse selon B. **Hibou**, même si le capitalisme peut sembler en crise, qu'il y a une montée des populismes, un antagonisme entre les régimes politiques et une dérive de la démocratie (illibérale/autoritaire) et une figure de l'ennemi alimentant la xénophobie, aujourd'hui l'islamiste radical, hier le bolchevik ou le juif.

Modernité traditionnelle: démocratie

Modernités changeantes: fascisme et communisme

Plan:

- Introduction générale: la démocratie face au défi des extrêmes ou le choc des modernités
- Chapitre 1 : Les sorties de guerre ou l'impossible retour à la normale. Entre dislocation des Empires, poussées révolutionnaires et surgissement des extrêmes (1917-1921)
- Chapitre 2 : Entre stabilisation et montée des régimes autoritaires (1923-1929)
- Chapitre 4 : Le « moment 1929 » et ses conséquences politiques en Europe (1929-34)
- Chapitre 5 : Au bord de la falaise (1935-1939)

Introduction générale :

La démocratie face au défi des extrêmes ou le choc des modernités

À la sortie de la 1^{re} GM, la démocratie n'incarne plus l'idée moderne par excellence, elle est fatiguée. Elle devait se renouveler (parallèle avec aujourd'hui?), d'autant plus qu'elle était concurrencée par d'autres modèles.

Introduction:

Hannah **Arendt** dans son ouvrage La crise de la culture, met en avant la notion de la **brèche dans le temps** (gap in time). À la fin de la WW1 on observe une **rupture du régime d'historicité**, c'est-à-dire le rapport au temps (articulation entre le passé et le futur). L'ordre politique mondial est incertain, l'horizon est obscur, et une maladie de l'âme se développe. La **nostalgie du passé** et criante d'où l'invention de l'expression Belle-Époque.

Cette brèche dans le temps est donc une **période de mutation où le passé s'éloigne et où ne peut pas revenir dessus et le futur est incertain**. **Chateaubriand** l'a évoqué dans son ouvrage Histoire de la Révolution française, en prenant en exemple la métaphore du nageur qui au milieu d'un fleuve ne peut plus tourner le dos à la rive de départ (passé), mais ne voit pas toujours la rive opposée (futur). Il ne peut retourner dans le passé et doit donc avancer aveuglément.

Toutefois, cette brèche dans le temps n'est pas caractéristique de cette période, ce fut également le cas sous la période napoléonienne voir dans une certaine mesure aujourd'hui.

Il y a une désarticulation entre le **champ d'expérience** (Erfahrungsraum) et l'**horizon d'attente** (**Erwartungshorizont**), qui est une notion de Reinhart **Koselleck**. À la fin de la WW1, on veut renouer « avec les chaînes du temps ». Tourner la page, mais aussi revenir en arrière sauf qu'on n'y arrive pas.

Pour illustrer ce moment d'articulation, prenons deux exemples:

- l'ouvrage de S. **Zweig**, Le monde de la sécurité, Souvenir d'un Européen. Le 1^{er} chapitre s'appelle l'**âge d'or de la sécurité**, qui est en fait un jugement rétrospectif. Dans la monarchie autrichienne pré-WW1, il y a un carat stable de l'ordre fondé sur la durée, sur la monnaie, etc. **Après 1918, dans la perception collective, la stabilité appartient au passé expliquant la nostalgie au monde** où les choses étaient prédéterminées. La Russie et l'Allemagne sont caractérisées par l'instabilité après la sortie de guerre. Ce qui compte, c'est la capacité à survivre, financièrement en Allemagne, mais aussi physiquement en Russie. La stabilité est précaire et ils ont peur dans le temps.
- La Grande Illusion de Jean **Renoir**, où l'aristocratie détenait les postes les plus importants notamment ceux de l'aviation. La thèse de l'oeuvre est la suivante: il y aurait **plus de proximité entre les mêmes classes sociales internationales qu'entre les différentes classes sociales d'un même pays**. Un ordre serait en train de disparaître, qui est l'ordre aristocratique. L'aristocrate allemande s'en moque de savoir qui va gagner, il a peur de savoir que cet ordre des classes risque de disparaître.

On entre dans l'**ère des masses**, notamment via la démocratisation des sociétés, se traduisant par une instabilité politique et des tentatives autoritaires, favorisées par l'arrivée de « *Monstre politique* », selon Jean **Furet**, qui vont utiliser les masses pour prendre le pouvoir.

Il y a donc un vrai **paradoxe** au sortir de la WW1. À l'instar de 1989 ou 1945, on a **l'illusion d'un triomphe apparent de la démocratie**, dans la continuité de la pensée hégélienne où la marche de l'histoire va vers plus de démocratie. La démocratie triomphe dans tous les pays (même en Russie, mais confisqué rapidement par les bolcheviks). Toutefois, **dans ce contexte émerge des modèles nouveaux en s'appuyant sur les masses vont chercher à supprimer les démocraties.**

« Et pourtant, un grand malaise envahissait tous les esprits : on sentait confusément que la paix n'était pas rétablie ; trop d'éléments de discorde subsistaient dans tout l'Orient, l'Europe était dans un état économique lamentable qui allait s'aggravant de l'ouest à l'est, de l'Angleterre, de la Belgique et de la France où la vie reprenait, jusqu'à la malheureuse Russie qui s'enfonçait chaque jour davantage dans le chaos bolchevik. À la grande surprise de la plupart des hommes, tout ne se passait pas si la guerre n'eût pas existé ; en France même, le spectacle des régions dévastées suffisait à serrer le cœur... La vérité est qu'après une guerre pareille, qui avait duré si longtemps, qui avait entraîné tant de ruines, il n'y avait pas... de véritables vainqueurs ».

Jacques Seydoux, De Versailles au Plan Young (1932)

I. L'entre-deux-guerres: une périodisation à problématiser

A) L'unité factice de la période

A priori, l'une des activités des historiens est de découper l'histoire en tranches. **La définition de la période de l'entre-deux-guerres est entre deux guerres mondiales.** Elle est d'ailleurs beaucoup plus évidente que pour d'autres périodes: la WW2 est généralement découpée entre 1939-1945 alors que pour les Baltes elle se termine en 1990 à la fin de l'occupation soviétique. De la même manière quand se commence la Guerre froide et quand termine-t-elle ?

Il faut donc bouger les lignes, notamment en **démarrant l'étude de la période non en 1918, mais en 1917** (début du siècle américain + à l'Est alternatif à l'idéal démocratique) et le terminer en 1939.

Toutefois, il existe des **césures nationales** qui sont différentes en fonction des pays. 1917= révolution d'Octobre, 1922 = début du fascisme en Italie, 1933 = début du nazisme en Allemagne.

B) Le danger d'une approche rétrodictive

Il y a toutefois un **danger rétrodictif, qui est de partir de la fin de l'histoire.** Walter **Benjamin**, Sur le concept d'Histoire (1940), décrypte le fameux tableau *Angelus Novus* de Paul **Klee**. Pour évoquer ce danger de partir de la fin:

*« Il existe un tableau de Klee qui s'intitule *Angelus Novus*. Il représente un ange qui semble avoir pour dessein de s'éloigner du lieu où il se tient immobile. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit avoir nécessairement l'ange de l'histoire. Il a le visage tourné vers le passé. Là où se présente à nous une chaîne d'événements, il ne voit, lui, qu'une seule et unique catastrophe, qui ne cesse d'amonceler ruines sur ruines et les jette à ses pieds. Il voudrait bien s'attarder; réveiller les morts et rassembler les vaincus. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si forte que l'ange ne les peut plus refermer. Cette tempête le pousse incessamment vers l'avenir auquel il tourne le dos, pendant que jusqu'au ciel devant lui s'accumulent les ruines. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès ».*

L'entre-deux-guerre est davantage qu'un simple entracte entre deux guerres, ce n'est pas « une guerre de trente ans », comme De Gaulle a pu le dire, car cela donne l'illusion d'une séquence homogène. En se remettant dans la peau des contemporains de l'époque, la césure d'expérience 1918 marque une rupture totale. Ils sont traumatisés par la WW1, le sentiment est donc immensément pacifiste. Cette idée que 1918-1939 soit cohérent est une illusion trop facile.

Une autre temporalité est celle de l'**impérialisme européen**, qui s'est abattu sur l'Afrique, sur l'Asie, et qui dure jusqu'à la fin de la WW2. Cet impérialisme ne doit pas être déconnecté de l'histoire européenne de cette période, car il représente une forme de nationalisme raciste que l'on retrouve au sein des sociétés dans l'entre-deux-guerres.

La WW2 est d'abord lue comme une opposition entre Hitler le reste du monde, mais elle devrait plutôt **être lue comme une opposition entre différentes formes d'impérialisme pour la domination du monde** : impérialisme raciste nazi continental; impérialisme communiste tellurocratique (fondée sur les terres) et l'impérialisme thalassocratique occidental (fondée sur les mers).

II. L'entre-deux-guerres: une période de crise(s)

Si la période est problématique en termes de césure chronologique, il faut toutefois veiller à définir cette période: crise de la modernité, crise du libéralisme et crise de la violence.

A) La crise de la modernité

La modernité est un concept compliqué à manier, car il n'a pas la même connotation en fonction des langues (allemand péjoratif/français mélioratif). **Baudelaire** définit lyriquement ce terme dans Le peintre de la vie moderne (1863) :

« La modernité, c'est le transitoire, le fugitif, le contingent, la moitié de l'art, dont l'autre moitié est l'éternel et l'immuable. [...] En un mot, pour que toute modernité soit digne de devenir antiquité, il faut que la beauté mystérieuse que la vie humaine y met involontairement en ait été extraite ».

En d'autres termes, à partir de l'idée de transitoire, les valeurs anciennes ne sont plus les valeurs pertinentes pour penser le monde.

La modernité renvoie à ce processus historique qui marquerait une nouvelle étape de l'histoire de l'humanité associée à une notion : le **progrès**. Le progrès est partagé autant par la démocratie que par le fascisme ou le communisme. En fait, ces régimes renvoient tous à un **régime d'historicité future centrée**, c'est-à-dire qu'ils **promettent un avenir meilleur aux sociétés** (le progrès). Par exemple, le fascisme et le nazisme promettent des progrès sociaux et territoriaux contrôlés dans un cadre étatique. Il y a l'ambition d'être une grande puissance, pour cela on observe la **mobilisation de nouvelles technologies** comme le cinéma afin de propager la propagande. À l'inverse, les démocraties essaient davantage de renouer vers l'ordre ancien. Les démocraties libérales ne promettent pas de progrès que ce que peuvent promettre les autres formes de régime, même si certains enjeux restent attractifs: droit de vote des femmes, droits sociaux.

De plus, **spatialement et physiquement la modernité évolue**. Alors qu'au 19^{ème} siècle, Paris est le centre de la modernité, il y a un **décalage du centre de gravité de la modernité** vers Berlin, Rome et Moscou.

B) La crise du libéralisme

Il y a aussi une **crise de libéralisme comme philosophie politique**.

On voit émerger l'idée de l'**impossible retour à l'ordre ancien** (parallèle à 1989). En effet, la **démocratie triomphe dans le champ des relations internationales**, c'est-à-dire que le libéralisme peut pacifier les relations internationales et instaurer la paix éternelle. Le libéralisme semble aussi triompher dans le champ des régimes politiques par la création en cascade des démocraties. Même en Allemagne, la démocratie s'impose.

Mais rapidement le libéralisme est **remis en cause, tant sur le plan politique** que sur le **plan économique** (crise de 1929).

Sur le plan économique: Alors que le libéralisme est le capitalisme moderne du début du XX^{ème} siècle, avec la doctrine du laissez-faire économique, le fascisme et le nazisme proposent une alternative en contrôlant le capitalisme par l'État, dans sa version la plus dure « la collectivisation », dans la version nazie le « capitalisme organisé ».

De plus, il y a crise au sein du libéralisme politique liée à la **défiance contre le parlementarisme, les scandales politiques et l'idée nouvelle d'un homme fort pour gouverner le peuple.**

Il y a deux façons de concevoir le peuple: soit comme le « **dem** » comme l'ensemble des citoyens qui ont besoin d'une représentation, soit comme une **communauté** unie par des critères comme la race chez les nazis. Des juristes s'emparent de la notion et permettent à Hitler de justifier certaines lois (Lois de Nuremberg).

	Monarchies	Républiques	Total
Démocraties stables	G-B Danemark Norvège Suède Pays-Bas Belgique Luxembourg	Suisse France Finlande Tchécoslovaquie	
	7	5	12
Démocraties en crise	Espagne (1923) Italie Yougoslavie Roumanie Bulgarie Grèce	Russie —> URSS Turquie Pologne Hongrie Portugal Allemagne Autriche Lituanie Lettonie Estonie Espagne (1936)	
	6	11	17
	13	16	29

Les démocraties relativement stables sont celles de l'Europe de l'Ouest, à l'exception de la Finlande et Tchécoslovaquie.

À l'inverse, les démocraties en crise se trouvent en Europe centrale et orientale. Ce sont les pays caractérisés par une arrivée tardive sur la scène internationale comme État-nation et ayant un retard socio-économique.

C) Le problème historique de la violence

L'entre-deux-guerres est une période caractérisée par une violence continue. De 1917 à 1923, il y a guerre civile à l'échelle européenne, car tensions en Allemagne, en Italie, en Pologne, etc.. Dans les années 1930, il y a le début des pogroms et de la violence contre les minorités.

Le terme de violence est problématique, car plein d'adjectifs (physique, symbolique, structurel). **La violence n'est pas une anomalie de nos sociétés, mais fait partie de l'ordre de nos sociétés.** Pour Michel **Foucault**, la baisse de la violence dans nos sociétés est liée au processus de disciplinarisation (corps+esprit), pour Norbert **Elias** c'est le processus de civilisation. De plus, on a structuré la guerre pour éviter qu'elle soit trop violente (Convention de Genève 1864).

La violence est une **action de pouvoir entraînant des blessures corporelles intentionnellement infligées à autrui.**

La violence est possible dans deux cas (espaces de la violence): **quand l'État encourage lui-même la violence ou le terrorisme d'État** (invention par la France lors de la période de la Terreur 1793-1794) que l'on étudiera pour l'Union Soviétique et en Allemagne sur la période, ou lorsque des **États sont en faillite**, en déliquescence (Failed States) comme ce fut le cas en Espagne.

Contradiction avec la thèse de George Moss sur la « brutalisation des sociétés ». Thèse: L'expérience des tranchées entraînant une brutalisation des hommes et perdurant dans la société après la guerre.

Carl **Schmitt**, juriste allemand dans La notion de politique, inventa le **Führerprinzip**. Elle vise à faire une distinction entre un opposant politique et un ennemi. Le politique s'articule autour d'une conception manichéenne ami/ennemi. Communauté d'amis excluant les autres, qui est de facto des ennemis est un principe de déshumanisation. Pendant la WW1, les films de propagande montrent que l'adversaire est d'abord considéré comme un ennemi à abattre.

III. L'entre-deux-guerres ou le défi des extrêmes politiques

A) L'âge des extrêmes (Hobsbawn)

Eric **Hobsbawn** qualifie le XXème siècle de **siècle des extrêmes**. Pendant l'entre-deux-guerres, on observe une **montée des extrémismes politiques qui font vaciller les régimes libéraux**. Ils sont **capables de séduire, d'attirer autant les élites que les masses**.

L'extrémisme correspond au besoin de s'engager. Lors de la WW1, il y avait une soumission de l'individu au collectif, et le retour à la vie normale est difficile, Hitler en étant l'archétype. D'une certaine manière, il y a le besoin de pouvoir utiliser à nouveau la violence. Paul **Nizan** dans La conspiration, cherche à exprimer le besoin d'engagement de la génération après celle du Feu et idéalise la violence.

« Pour que les jeunes gens se tiennent tranquilles, les hommes de quarante ans leur racontent que la jeunesse est le temps des surprises, des découvertes et des grandes rencontres, et toutes leurs histoires sur ce qu'ils feraient s'ils avaient leurs jeunes dents, leurs jeunes cheveux, avec leur fameuse expérience de pères, de citoyens et de vaincus. La jeunesse sait mieux qu'elle n'est que le temps de l'ennui, du désordre ; pas un soir à vingt ans où l'on ne s'endorme avec cette colère ambiguë qui naît du vertige des occasions manquées. Comme la conscience qu'on a de son existence est encore douteuse et qu'on fait fond sur des aventures capables de vous prouver qu'on vit, les fins de soirées ne sont pas gaies ; on n'est même pas assez fatigué pour connaître le bonheur de s'abîmer dans le sommeil : ce genre de bonheur vient plus tard. »

B) Une histoire connectée des extrêmes

Il ne faut toutefois pas opposer les extrémismes politiques entre eux. Par exemple, ils ont la même matrice née de la WW1, ils ont des monstres politiques à leur tête ayant une soif de pouvoir, ces chefs subordonnent la morale pour prendre le pouvoir. De plus, Lénine et Mussolini appartiennent au socialisme révolutionnaire. Ils mettent en oeuvre un projet de modernité collective en modelant la société autour d'un projet idéologique.

Zygmunt **Bauman** utilise la **métaphore des « jardiniers » pour évoquer ces monstres politiques**, car comme les jardiniers, ils veulent que leur plante pousse bien sur toute la surface (embrigadement) et n'hésite pas à enlever la mauvaise herbe (ennemis à exclure des sociétés).

Toutefois, il existe aussi **certaines dissensions philosophiques** : le fascisme est un moyen d'arriver au pouvoir, le communisme est un idéal. Mais, elles se rejoignent pour créer l'homme nouveau.

Chapitre 1 :

Les sorties de guerre ou l'impossible retour à la normale : entre dislocation des Empires, poussées révolutionnaires et surgissement des extrêmes (1917-1921)

- La sortie de guerre :

La notion de **sortie de guerre** est inventée par Bruno **Cabanes**. L'idée de la notion de sortie de guerre permet d'avoir une **approche dynamique de la fin de la guerre**. Le but est de montrer que les logiques de violence ne s'arrêtent pas le 11 novembre 1918 à 11h. On ne sort pas indemne de la guerre aussi facilement.

À la fin sortie de guerre, les États s'engagent dans une **phase de démobilisation culturelle**, c'est-à-dire une fin de la propagande même si les effets à long terme se poursuivent. De plus, les **armées françaises occupent la Sarre et la Rhénanie**, ce qui revient à une prolongation de la guerre. **L'enjeu des économies est revenir du capitalisme dirigé à un capitalisme libéral**.

La paix ne succède pas la guerre sans heurts, qui imprègne encore de large pans de l'Europe. En effet, **l'Europe est encore marquée par des logiques de violence, de guerres civiles et de massacres. La WW1 est une ouverture du champ des possibles notamment avec la violence**. La guerre bouleverse les sociétés, ce qui paraissait immuable s'effondre.

C'est alors que dans certains pays les révolutions vont se succéder et constituent, encore aujourd'hui, une césure fondamentale des forces politiques (spartakiste/sociodémocrate; Die Linke/SPD).

- La dislocation des Empires :

La dislocation des trois grands empires d'Europe est un bouleversement géopolitique majeur. Trois empires séculaires vont soit disparaître soit se recomposer, ce qui va avoir des conséquences majeures dans leur société.

- L'idée de révolution :

Le moteur de l'entre-deux-guerres, l'idée de révolution fait son retour sur la scène européenne. Elle incarne l'idée que l'on peut changer les choses par la révolution. Cette idée de révolution n'avait pas disparu au XIXe siècle, mais les monarchies avaient mis le couvercle sur ces idées ou les avaient accompagnés (R-U). Généralement, les régimes s'étaient nationalisés, mais ne se démocratisaient pas.

« *Par le fer et le sang* »

Bismarck

- Le retour à la normale difficile :

Après les champs de ruines laissés par la WW1, les responsables politiques n'ont qu'une envie : celle de **revenir à l'ordre ancien**. Comme les conservateurs de 1815 qui ont fermé la brèche de 1789, ils voulaient fermer la brèche de la WW1. D'autant plus avec le modèle alternatif communiste se développait en Russie.

Hannah **Arendt** a caractérisé la période post-WWI comme une « *explosion ayant déclenché une réaction en chaîne* ». La notion d'explosion peut paraître sympathique, mais l'idée de réaction en chaîne est trop mécanique, il n'était pas évident qu'il y est automatiquement par un chaos révolutionnaire.

Joseph **Roth** (1894-1939) est un journaliste écrivain autrichien. Il écrit des romans et des nouvelles (cf. Le Buste de l'empereur) nous faisant sentir les conditions de vie des gens ordinaires autrichiens montre concrètement la réalité de la disparition de l'empire des Habsbourg.

Dans quelle mesure les sorties de guerre ont ouvert la voie à des espaces de violence et à des « moments » révolutionnaires ?

I. La dislocation des Empires continentaux : entre liquidation et reconfiguration

A) Les Empires au défi des nationalismes

Il faut étudier le rapport entre Empire et nation et ne pas avoir une approche linéaire du temps.

- Europe de 1914 : une « terre d'Empires »

Avec le XXe siècle, on a 4 empires multiethniques (G-B, France, Allemagne, Russie) :

« *Les empires sont de vastes unités politiques, expansionnistes ou conservant le souvenir d'un pouvoir étendu dans l'espace, qui maintient la distinction et la hiérarchie à mesure qu'elles incorporent de nouvelles populations* »

Frederik Cooper, Jane Burbanks De la Chine ancienne à nos jours

Un État nation vise à homogénéiser la population sur un territoire donné contrairement à un Empire qui se contente d'obtenir la loyauté (fiscalité et armée).

Dans les cartes de 1914, l'Europe est une terre d'Empires, deux grands Empires coloniaux (France, G-B) se pensant comme impériaux, et l'Autriche-Hongrie, Allemagne et l'Empire ottoman.

À la fin de la WWI, **l'Autriche-Hongrie disparaît et à la place se crée de petits États faibles**. Si l'Empire allemand et l'Empire russe ne disparaissent pas, des changements institutionnels majeurs vont se mettre en place.

L'Empire russe est un empire multiséculaire, mais il est fragile à cause de ses périphéries (Asie centrale, façade occidentale, Caucase). Les mouvements nationalistes minent l'Empire. **L'Empire austro-hongrois est une double monarchie séculaire** relativement stable, qui est tournée vers les Balkans (concurrence avec la Russie). L'Empire allemand est « *l'empire du Milieu* » (Nietzsche) qui a toujours hésité entre l'option hégémonique sur l'Europe ou multilatérale.

- Nationalisation des empires et développement des nationalismes :

Outre le fait que l'Europe soit une terre d'Empires, ces **Empires ne sont pas statiques**. Avant la WWI, le but des Empires est **d'instaurer un nationalisme**. Avant la légitimité d'un Empire était la dynastie (Hohenzollern, Habsbourg, Romanov), mais le nationalisme ambiant pouvait remettre en cause le pouvoir. C'est pourquoi les Empires nationalisent leur Empire. Elles le font par la **langue**, mais ce qui les fragilise, c'est qu'en leur sein il y a divers mouvements nationalistes (ex: Russie avec la Finlande, Ukraine et Biélorussie).

- Instrumentalisation du wilsonisme :

Si dissoudre un Empire ne fut pas intégré dans les buts de guerre en 1914, la conjoncture internationale (wilsonisme, violences, soumission de Vienne à Berlin) changea la donne en 1918. Tous les petits groupes nationalistes ont senti l'occasion et instrumentalisent le wilsonisme (détermination des peuples par eux-mêmes).

B) Les processus simultanés de décompositions impériales

En 18 mois, l'Histoire semble s'accélérer, car les Empires se disloquent ou se reforment. Mais comment la WW1 les disloque?

1) La Russie: du coup d'État à la guerre civile

À partir de 1917, il y a une décomposition du pouvoir impériale. On entre alors dans **cinq années de guerre civile**. Les bolcheviks n'ont pas conquis le pouvoir avec la Révolution d'octobre, ils ont juste chassé les bourgeois de Saint-Petersbourg. Ils leur faut encore conquérir le pouvoir par la violence. **Il y a plusieurs guerres dans la guerre**. Le communisme est un régime de violence de guerre permanente qui caractérise le régime communiste jusqu'à la mort de Staline en 1953.

Quelles sont les caractéristiques de ces guerres?

A.1 Les multiples guerres

- La guerre civile entre les Rouges et les Blancs :

Tout d'abord, il y a une **guerre civile, guerre entre les Rouges (communistes) et les Blancs (monarchistes)**. Plusieurs généraux blancs monarchistes souhaitent rétablir la monarchie impériale Koltchak, et l'armée rouge fondée par Trotsky qui est dirigée par des anciens généraux blancs.

Cette guerre civile est un grand bordel, car de 1917-1922, il n'y a pas de front. Il y a uniquement des zones de combat relativement floues disséminées sur l'ensemble du territoire. Les bolcheviks sont au départ encerclés par les monarchistes.



- Les guerres d'indépendance (Ukraine, Caucase, Asie centrale) :

Il y a aussi des guerres d'indépendance. En effet, avec la guerre faisant rage entre les Blancs et les Rouges, il y a une **fenêtre d'ouverture pour les nationalistes**. Ça bouge surtout dans les marges de l'Empire. **Lénine** a une conception romantique de la Nation. Au début, il est donc **favorable à l'autodétermination du droit des peuples** (Ukraine, Caucase, Asie orientale).

En Ukraine, il y a une montée du **nationalisme ukrainien**, qui profite de la guerre civile et met en place un **Conseil** fondé par Michael **Hrushevsky** qui dès 1917 met en place un embryon institutionnel pour demander l'autonomie, puis proclame l'indépendance de l'Ukraine. Toutefois, les bolcheviks sont contre l'émancipation de l'Ukraine. L'Ukraine est une puissance agricole colossale, il est donc impensable de perdre l'Ukraine. Trotsky viendra récupérer l'Ukraine après la guerre civile. La Pologne en 1918 par sa renaissance lance également une offensive sur l'Ukraine.

En Finlande, les **nationalistes** écrasent la révolution bolchevik et **proclament l'indépendance de la Finlande**.

- Une guerre internationale :

Une guerre internationale oppose les bolcheviks, les Allemands et les puissances de l'Entente. Contre l'influence allemande après le traité de Brest-Litovsk, les puissances de l'Entente débarquent au nord de la Russie pour empêcher les Allemands d'être trop influents.

- Une guerre russo-polonaise :

Il y a aussi une guerre russo-polonaise.

- Une guerre sociale contre les paysans (—>1953) :

Au milieu de tout ça, il y a **les paysans, qui représentent 80% de la société**. Le paysan veut être propriétaire de sa terre et se fiche de savoir quel est le régime en place. Les paysans développent un mouvement, les **Verts**, ils fuient dans les forêts, créent une sorte d'armée et plaident pour plus de **justice sociale**.

Mais ils se **font attaquer par les blancs et par les rouges**. Les bolcheviks développent la **terreur rouge**. Ils s'inventent pleins d'ennemis qui veulent la défaite de la Révolution. Les bolcheviks s'appuient sur les ouvriers et l'armée. **Ils déclarent la classe paysanne comme l'ennemi du bolchevisme**.

Les premières famines de 1921-1922 ont fait environ 5 millions de morts. Ils ont brisé les gens par la famine. Les bolcheviks ont utilisé la faim comme une arme de destruction. Staline le voit et s'en souviendra, et le fera en Ukraine 10 ans plus tard.

« La révolution russe est essentiellement anarchique et destructive. Livrée à elle-même, elle ne peut aboutir qu'à une effroyable démagogie de la plèbe et de la soldatesque, à la rupture de tous les liens nationaux, à un effondrement total de la Russie. Avec l'outrance propre au caractère russe, elle ira vite à l'extrême : elle est condamnée à sombrer dans la dévastation et la barbarie, dans l'horreur et l'absurdité. Vous ne soupçonnez pas la grandeur des forces qui viennent de se déchaîner... L'appui que vous prêtez aux extrémistes va précipiter le cataclysme final ».

Maurice Paleologue, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*

A.2 Communisme de guerre et violence

Pour appliquer cette terreur de masse, Lénine invente la Tcheka, qui est l'ancêtre du KGB. Il confie cette police politique à Felix Dzerjinski, révolutionnaire professionnel. Il recrute des criminels et cela donne la Terreur rouge de 1919-1920 couverte par Lénine. Une de ces célèbres citations à Dzerjinski :
« *Ne vous embarrassez pas trop avec les procès. Tuez-les.* »

La principale caractéristique russe est qu'un **homme fort prend le pas sur les institutions**. Rapport de force d'un individu sur les institutions. En l'occurrence Lénine : « *tout bon communiste doit être un tchékiste* ».

Cette **violence ininterrompue** accompagne l'URSS de 1917 à 1953. Il y a des **espaces de violence disséminés sur tout le territoire**. Un antisémitisme est déjà profond. Pour illustrer cette guerre de mouvement, il y a un outil à la mode, la tatchanka (mitrailleuse + calèche).

A.4 La progressive reconquête du territoire

À partir de 1921, les bolcheviks regagnent presque l'ensemble des territoires et créent un Empire multiethnique, l'URSS. C'est un Empire dévasté et tout doit être reconstruit.

Si l'Ukraine et le Caucase restent dans le giron soviétique, les bolcheviks n'arrivent pas à reprendre la Finlande. Lénine ne veut, par contre, pas lâcher les pays baltes, mais là encore la Russie perd ses combats.

Le roman de Marguerite Yourcenar, Le coup de grâce (1939) narre, à travers une tragédie les détails de cette période.

A.5 La renaissance polonaise

Au même moment, il y a la renaissance de l'État polonais se construisant sur l'empire russe, allemand et austro-hongrois. Sur ces trois tronçons impériaux, il y a un projet politique encore flou.

Le général Pilsudski défend le modèle d'une Pologne multiethnique qui doit servir de zone tampon entre l'Europe de l'Ouest et la Russie. Il joue sur la peur rouge pour que les puissances occidentales envoient des troupes. Après le miracle de la Vistule, il lance une contre-offensive victorieuse aux portes de la Russie.

Mais au même moment, il y a un idéologue **Dmowski qui a un autre projet, qui est d'avoir une Pologne homogène sur le plan ethnique**. Dans les recensements, il y a une majorité de Polonais qui ont conservé des traditions culturelles, mais il y a aussi des Ukrainiens, des Juifs, des Allemands.

Soit on fait vivre les gens ensemble, soit la Pologne se referme sur elle-même. Tout le dilemme de la Pologne est de trancher entre la Pologne inclusive et la Pologne exclusive uniquement ouverte aux Polonais. **L'évolution de la Pologne vers une homogénéisation ethnique**, liée d'une part aux nazis (exterminations des juifs polonais) et d'autre part à l'extermination de leur minorité ukrainienne à la fin de la WW2. Il y a donc très peu de minorités aujourd'hui en Pologne.

2) L'Autriche-Hongrie et l'effet domino de la dislocation

- La politique d'ouverture de Charles Ier :

Pendant la WW1, l'empereur **François-Joseph** décède. Son fils l'archiduc **Charles 1er** veut la paix en Europe et souhaite accompagner un projet de fédéralisation de l'Empire austro-hongrois. **Il veut sortir la monarchie de la guerre** et les Alliés n'ont au départ aucune envie de dissoudre l'Autriche-Hongrie.

- Un satellite allemand :

Il y a des **pourparlers secrets avec la diplomatie française** pour trouver une sortie honorable à la guerre. Mais leur allié allemand est intransigeant : ils doivent continuer la guerre jusqu'au bout. En fait, le drame de l'Autriche-Hongrie n'est pas tant les mouvements nationalistes, mais plutôt le fait **qu'elle soit devenue un pur satellite allemand**. En perdant toute marge de manoeuvre diplomatique, elle perd sa crédibilité.

- La création de petits États :

Clemenceau soutient le comité des exilés tchécoslovaque à Paris. Il donne le feu vert pour la création de la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. L'effondrement du front à l'été 1918 ouvre les champs du possible et pousse **Charles 1er à quitter le pouvoir**.

En **novembre 1918, proclamation de la République allemande d'Autriche**. Finalement, depuis le XIXe siècle, il y a toujours eu l'idée d'une petite Allemagne ou d'une grande Allemagne. Est-ce que Vienne doit devenir le nouvel épice de d'un territoire de la grande Allemagne?

On aboutit à des **proclamations d'indépendance en Hongrie, en Tchécoslovaquie, mais pour les Slaves du Sud, les décideurs politiques ne savent pas trop quoi faire**. Ils ont deux options:

- Rattacher à la République d'Autriche;
- Soit ils unissent leur destinée la Serbie.

Finalement, **les Croates et les Slovaques décident de s'unir à la Serbie**, qui promet vaguement de les mettre sur un pied d'égalité dans une idée centralisatrice. Les Serbes ont un modèle en tête, le modèle jacobin centralisateur français.

3) L'effondrement du régime impérial en Allemagne ou la naissance du « coup de poignard dans le dos »

- La défaite militaire et le début de la parlementarisation :

L'Empereur **Guillaume II** ne contrôle plus rien à partir de 1917. Il laisse progressivement la main à deux généraux : Erich **Ludendorff** (1865-1937), Paul **von Hindenburg** (1847-1934). **Ils dirigent politiquement le régime impérial**.

En **1917, la solidarité entre le front et l'arrière commence à se fissurer** à Berlin, en Saxe et en Ruhr, qui sont toutes des régions éminemment importantes car industrielles. **En 1918, ça commence à bouger dans l'armée**, car les marins commencent à en avoir marre à Kehl et à Brême.

Ludendorff a des options militaires optimistes pour 1918. Ils ont vaincu les Russes, il veut **lancer une grande offensive avant l'arrivée massive des Américains**. Il réussit presque en lançant la **grande offensive du Printemps**, mais en juillet son offensive est stoppée, mais là il n'a plus de réserve. Ludendorff n'a plus de réserve, il sait que la défaite allemande est inéluctable.

Au moment où la victoire allemande est désormais impossible, **il rédige un rapport en août à l'Empereur pour qu'il demande la paix, la guerre étant perdue**. Il lui propose d'envoyer une **proposition aux Américains et également la constitution d'un gouvernement civile afin de rejeter la faute sur eux**. En effet, l'armée refuse d'aller signer l'armistice. En voyant **Wilson** peu favorable à ouvrir des négociations,

Ludendorff dit à l'Empereur de basculer dans un **parlementarisme complet**. Son but est de faire endosser à la gauche parlementaire la responsabilité de la défaite.

Guillaume II se réfugie et laisse son cousin Max de Bade établir les modifications de la Constitution. Dans le même temps, les marins de Kiel refusent d'aller se battre début novembre, s'ensuit le **début d'un mouvement insurrectionnel qui commence à manifester**, créé sur le modèle bolchevik des conseils de soldats rejoints par les ouvriers en grève. Max de Bade n'est pas homme de la situation.

- La guerre civile entre SPD et Spartakistes :

Le 9 novembre, Guillaume II abdique. À deux heures d'intervalle (14h et 16h) se suivent la **proclamation de deux Républiques** : celle de **Philipp Scheidemann** du balcon de Reichstag et celle de Karl **Liebknecht** à l'intérieur du balcon du Château de la République socialiste.

En fait, il y a une **concurrence de deux pouvoirs entre Friedrich Ebert, SDP, et la révolution communiste**. Entre novembre et décembre, il y a un jeu de concurrence entre les deux partis de gauche. Une agitation révolutionnaire se propage en Allemagne. Ebert et son parti représentant la majorité à la Chambre a deux solutions:

- **SPD suit la logique spartakiste;**
- **L'armée écrase les spartakistes.**

Ebert va voir les militaires et leur dire d'écraser ce mouvement insurrectionnel pour établir l'ordre. Pour être écouté, il promet de ne pas toucher à la Reichwehr (pas de démocratisation, de purge etc...).

En janvier 1919, les spartakistes lancent une révolution, mais elle est violemment réprimée par l'armée. Liebknecht et Luxembourg sont arrêtés et exécutés. Il y a donc eu un pacte entre le SPD et les conservateurs pour réprimer les révolutionnaires. Depuis, un fossé sépare encore les deux gauches allemandes.

Sebastian **Haffner** a raconté cette transition chaotique dans ses ouvrages.

- Le mythe du coup de poignard dans le dos :

Il y a eu le jeu de dupes militaires. Ces derniers ont ensuite inventé le **mythe du coup de poignard dans le dos**. En effet, lors de la signature de l'armistice, pas un carreau n'a été cassé sur le sol allemand. **L'Allemagne n'aurait pas perdu militairement, mais à cause de l'arrière, de certaines catégories de personne, dont les juifs. Elle a servi de pilier aux groupuscules extrémistes.**

C'est pourquoi lors de la WW2, Hitler entreprend des opérations de pillage partout en Europe pour que la population allemande ne manque de rien et soutienne le régime jusqu'à la fin.

II. Les poussées révolutionnaires

A) Un mouvement paneuropéen de grèves

Il faut remonter à 1848 pour retrouver une telle densité de radicalisation politique. Des pratiques insurrectionnelles éclatent partout. La logique de violence n'est plus internationale, mais on la remobilise dans un contexte national.

C'est l'arrière, qui après quatre ans de violence, de privation, de manque est à la base de cette contestation. Ils veulent du **pouvoir d'achat et des droits sociaux**. Trois pays sont particulièrement touchés : la Grande-Bretagne, l'Italie et la France.

1) La Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, il y a un **grand mouvement syndicaliste** qui était très puissant : le TUC, qui passe de 4 millions d'adhérents avant 1914 à plus de 8 millions après la guerre.

La société britannique éprouve une forme de sympathie pour la révolution russe. Les dockers et les ouvriers de Londres sont en opposition avec l'intervention britannique en Russie. Il y a une radicalisation du TUC. Des radicaux veulent aller plus loin et préconisent une plus grande participation des ouvriers dans l'entreprise. On commence à parler de nationalisation des entreprises. Quelques drapeaux rouges flottent sur les quartiers ouvriers.

On déclenche des grèves dans les chemins de fer en 1919, et on lance une campagne **Hands off Russia**. L'idée est de faire pression auprès du gouvernement britannique pour obtenir la reconnaissance internationale de l'Union soviétique et défendre les bolcheviks. C'est un mouvement inédit en G-B. Le gouvernement britannique agite la **politique du bâton et de la carotte**, à l'instar de la politique clemenciste.

2) Italie

Dans le contexte de contagion révolutionnaire, l'Italie est également touchée.

- Occupation des usines et des terres :

Le **mouvement ouvrier italien**, structuré autour du Parti socialiste italien (PSI) dont est issu **Mussolini**, sympathise avec la révolution bolchevique. Le PSI est révolutionnaire et non réformiste. Il se radicalise et réaffirme l'ambition de conquérir le pouvoir par la violence. À la fin de la guerre, il y a une importante **vague d'adhésion au parti et à son syndicat** révolutionnaire disposant de racines anarchistes, le CGIL.

Le sentiment de la « victoire mutilée » des Italiens fait **exploser le nombre de grèves ouvrières** notamment dans le cœur industriel du Nord. Il y a une **occupation des usines** (grèves novatrices), la bourgeoisie prend peur.

Il y a également un mouvement dans les campagnes aussi. Dans l'Italie centrale et méridionale, il y a une **occupation de grandes propriétés foncières par des agriculteurs**.

- Réaction du gouvernement :

À la fin de WW1, l'Italie est aux prises avec un **sentiment de justice sociale très forte**. Les gouvernements italiens avant la WW1 avaient fait une vague promesse de réforme agraire et de redistribution des terres. Dans ce contexte, le gouvernement libéral est sous pression. Il met alors en place des **coopératives agricoles**. Le gouvernement revient donc sur le système d'exploitation de la propriété foncière.

En bref, il y a simultanément une occupation des terres et des usines, pour la première le gouvernement répond par des coopératives agricoles, pour la seconde il propose une plus grande autogestion et une collectivisation des moyens de gestion.

- Le rôle des classes dominantes contre le péril rouge :

Les classes dominantes sont obnubilées par le péril rouge. Elles ont **recours alors à des unités paramilliaires qui se structurent autour d'un mouvement fasciste italien, Section d'assaut ???**. Ils sont recrutés par les grands industriels pour **casser les occupations de terre ou d'usine**.

En prenant comme modèle la définition de l'État de Weber, la violence légitime italienne est remise en cause, car d'autres acteurs recourent à la violence légitime et l'État laisse faire. Ces sections sont **marquées par le nationalisme, elles sont profondément anticommunistes et dévaste les quartiers généraux socialistes** comme à Gênes, Livourne et Milan. Le climat y est très instable et dangereux.

3) Les États-Unis

En franchissant l'Atlantique, il y a aussi ce climat de **peur du rouge**. Un des fondements idéologiques du XXe siècle pour les Américains est celui de l'**anticommunisme**, comme la RFA après 1945.

- Les grèves :

Dans les USA des années 1919-1920, il y a une importante **vague de grève**, notamment dans les grands secteurs industriels. Le grand syndicat américain multiplie les appels à la guerre.

- La répression contre les socialistes et les communistes :

Face à ce climat social, il y a également est marquée par de nombreux **attentats anarchistes** : les responsables politiques sont touchés, comme le maire de Seattle ou celui de Cleveland, chez lequel une bombe explose. Les bureaux de la banque Morgan à Wall Street sont soufflés par un attentat qui fait 38 morts et 200 blessés. Les autorités prennent des **mesures de répression contre les anarchistes, mais aussi contre les communistes et les socialistes américains**. Certains sont emprisonnés, d'autres contraints de s'exiler. L'opinion publique amalgame les grévistes, les étrangers et « les Rouges ». Elle **crain la progression du e en Europe**, le terrorisme de gauche et se **méfie des immigrants récemment arrivés qui parlent à peine l'anglais**. L'affaire **Vanzetti et Sacco** illustre cette **recherche de bouc-émissaires** et de peur du rouge, car les deux Italiens sont injustement accusés d'avoir braqué des banques et font figure de martyrs. Cette période est connue sous le terme de « Peur rouge ».

The ballad of Sacco et Vanzetti, grand moment de politisation dans les années 1970 s'engager pour une cause. Gouffre entre le Vietnam et Sacco et Vanzetti et pourtant utilisation.

La contestation sociale est donc paneuropéenne et même transatlantique. Parfois, cette contestation fut encore plus radicale sous la forme de République des conseils.

B) L'échec des Républiques des conseils

Les Républiques des conseils avaient déjà plus ou moins vu le jour en 1848. Cette fois, les **soldats et les ouvriers qui reviennent du front** vont, sur le modèle bolchevique, créer de nouvelles formes de République des conseils. Il ne faut pas oublier le **contexte de brèche dans le temps** de l'époque où le champ des possibles est pluriel. La République des conseils est donc une de ces options envisageables.

- Définition:

Le modèle politique qui triomphe au XIXe siècle est celui du libéralisme politique, à travers, et la **représentation parlementaire**. En effet, depuis 1789, on envisage un régime politique démocratique par la souveraineté du peuple en ses représentants.

Mais, une manière **alternative de structure de l'ordre politique** se développe et elle est plus **radicale et plus déconcentrée**. C'est un organe politique incarnant une **démocratie directe** constituée principalement de deux catégories : **les soldats et les ouvriers**. Les grandes exclues sont les femmes (angle mort du mouvement ouvrier).

Ces conseils ont la particularité d'incarner la radicalisation de la démocratie. Ils ont des **revendications très diverses** : économiques, politiques et sociales. Les **partis**, notamment sociodémocrates, **essayent rapidement de reprendre le contrôle de ces conseils**.

- La République socialiste d'Alsace-Lorraine :

Ce mouvement révolutionnaire fleurit partout, notamment à Strasbourg. En effet, **15.000 marins et ouvriers** d'Alsace et de Lorraine rentrent de Kiel et **propagent les idées révolutionnaires** dans cette partie occidentale de l'Empire Allemand. Des milliers de Strasbourgeois vont lancer une **insurrection contre la garnison de la ville et créer un soviet de soldats et d'ouvriers**. Les murs de la ville sont couverts d'affiches qui proclament : "*Nous n'avons rien de commun avec les États capitalistes, notre mot d'ordre est : ni Allemands, ni Français, ni neutres. Le drapeau rouge a triomphé*". Le 13 novembre le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg.

Il y a alors une **grande peur au sein de la bourgeoisie alsacienne**, qui est partagée par les autorités françaises. Elles se tournent alors rapidement vers les militaires françaises pour arriver rapidement à Strasbourg et mettre fin à cette République.

- La crise vue de Berlin :

Ça bouge dans les grandes villes allemandes, comme à Berlin. Depuis le 9 novembre, un régime de transition des sociodémocrates modérés a été installé et essaye de **canaliser ces conseils**. Gustav **Noske**, Ministre de l'Intérieur, est envoyé à Kiel pour **reprendre le contrôle du conseil de soldats**. Un des moyens utilisés est **l'organisation d'une grande assemblée de l'ensemble de ces petits conseils**. D'une part, cela permettait d'avoir une soupape de sécurité et de l'autre cela canalisait le mouvement.

Pourtant, à Berlin, la solution choisie pour sortir de cette révolution est la **violence**, en témoigne l'élimination de Liebknecht et Luxemburg.

- L'indépendance rouge bavaroise :

Une autre région qui bouge beaucoup est la Bavière. Les Bavarois détestent les Prussiens depuis la formation de l'Empire du Kaiserreich. En effet, depuis que Napoléon a érigé un royaume en Bavière, les Bavarois se sentent différents du peuple prussien.

Ainsi dans le contexte de déliquescence de l'Empire, les Bavarois aimeraient bien redevenir indépendants. « *Weg von Prussien, Los von Berlin* » sont les nouveaux mots d'ordre du mouvement insurrectionnel. Ce mouvement, alimenté par les conseils de soldats et d'ouvriers a favorisé la chute de la monarchie des **Wittelsbach**. En fait, parallèlement à la chute de l'Empire, il y a la **proclamation de l'indépendance de la Bavière le même jour**. Celui conduisant le mouvement est Kurt **Eisner**. Il essaye de canaliser le mouvement en organisant un gouvernement transitoire. La République ne dura que quelques mois, car le **gouvernement à Berlin envoie l'armée pour écraser l'insurrection rouge et reprendre le contrôle**. Il y a une répression au printemps 1919 et la Bavière rouge est reléguée dans les archives de l'Histoire.

Cet épisode est très important pour comprendre l'implantation du national-socialisme en Bavière. Il **choque les classes supérieures et ouvre une spirale de violence et d'antisémitisme**. C'est une expérience clé, car on **associe désormais l'extrême gauche et judaïsme** (car les principaux dirigeants du mouvement étaient des juifs), cela donne naissance au discours judéobolchevique.

- L'éphémère République hongroise des conseils :

Il n'y a pas qu'en Allemagne où les Conseils prennent le pouvoir. Dans le contexte de déliquescence de la monarchie austro-hongroise, la **Hongrie est également en prise avec les conseils**. Cette République hongroise des conseils doit être analysée à la **lumière du contexte international** où les puissances vainqueurs de la WW1 s'occupaient du dépeçage de la Hongrie et préparaient l'humiliant traité de Trianon.

La République hongroise des conseils est l'éphémère régime politique de la Hongrie du 21 mars au 6 août 1919. Ce régime est le deuxième gouvernement d'inspiration communiste de l'Histoire, après celui de la Russie soviétique née en 1917. Il s'inspirait très nettement de l'expérience des conseils ouvriers (Soviets) en Russie et en Allemagne. Le principal animateur de la République des conseils hongroise était **Béla Kun**, officiellement chargé des affaires étrangères.

Ce gouvernement des conseils tient une centaine de jours et réussit à faire des **réformes fondamentales** : nationalisation des banques, grande réforme agraire. Toutefois, la Hongrie étant encore extrêmement rural, ce fut un **mauvais choix politique de collectiviser les terres, car l'ensemble des paysans était contre**. **Le régime s'effondre lorsque les forces roumaines, serbes et nationalistes appuyées par la mission française occupent Budapest en août 1919**.

L'expérience Bela Kun est un échec, et la plupart des instigateurs partent en exil. Un régime autoritaire prend la suite autour de l'amiral **Horthy**. Là encore, **un lien est fait entre le communisme et judaïsme**, car la majorité des leaders de la révolution sont des juifs.

De plus, il y a un **profond sentiment d'anticommunisme en Hongrie** depuis cet épisode. Cela explique aussi pourquoi les communistes hongrois pendant la Guerre Froide sont restés relativement cléments avec la population contrairement aux autres démocraties populaires.

Dans le même temps, surgissement des extrêmes politiques. Pas seulement l'extrême gauche, mais aussi l'extrême-droite.

III. Le surgissement des extrêmes politiques

A) Extrémisme, fascisme, totalitarisme : réflexion conceptuelle

Trois notions : extrémisme, fascisme et totalitarisme.

1) Extrémisme

- La WW1 : la « boîte de pandore »:

Après la WW1, des **modèles politiques extrémistes emplissent de leur nouveauté la politique européenne**. Cela relève de l'**alternative à la modernité** incarnée par la démocratie libérale du XIXe siècle. Portés par deux formes d'extrémisme, des mouvements minoritaires sur le plan quantitatif auront pourtant la **capacité à attirer de larges pans des sociétés européennes**. C'est une réalité politique nouvelle qui s'enracine dans l'histoire du XIXe siècle. Si ce sont évidemment des produits de la WW1, la guerre est plutôt une **boîte de Pandore** qui a permis de libérer ces démons.

L'extrême gauche remonte au milieu du XIXe siècle et à l'émergence du socialisme, à savoir le marxisme. Marx est un élève d'Engels, mais considère, contrairement à son maître, que le **point de départ du monde n'est point les idées, mais plutôt le matérialisme historique**. Un scénario eschatologique se met en place pour remplacer la domination bourgeoise de la domination ouvrière.

Les sous-tassements de l'extrême droite remontent aussi au XIXe siècle. Il faut relire Mein Kampf comme une réaction contre 1789. En effet, des **penseurs de la contre-révolution**, comme Edmund **Burke**, s'opposent aux principes idéologiques de la Révolution française, et proposent à la place une **conception ethnocentrée de l'État et antisémite**.

- La thématique du nouvel homme :

Au sortir de la WW1, la démocratie libérale est déjà concurrencée et minée par deux modèles politiques aux extrêmes, qui partagent certains points communs. L'un de ces points est liée que ces modèles politiques vont faire émerger un **nouvel homme**. La thématique de l'homme nouveau est commune au fascisme et au bolchevisme. Il faudrait **régénérer** les sociétés européennes. Pour les nazis, cela passe par la guerre, pour l'Homo Sovieticus par le travail. Cette homme nouveau doit **homogénéiser les sociétés**, à l'instar de la métaphore du jardinier de Zygmunt **Bauman**. Elle est généralement doublée d'une envie **impérialiste de conquête de territoire**.

Ce mouvement devient légitime en Russie, en Italie et en Allemagne et même d'une certaine manière en France (Le mythe de l'allergie française au fascisme ?, 2003, De Michel Dobry). Comment saisir intellectuellement ce mouvement politique?

2) Fascisme et totalitarisme

- Description de ces concepts :

On a utilisé le mot de **tyrannie** au départ pour qualifier ces régimes (Levy qui a dit ça?). Mais ce serait une défaite de la pensée de décrire ces régimes comme tyranniques. D'autres inventent deux concepts : le **totalitarisme** et le **fascisme**. Le problème de ces deux concepts c'est qu'**ils sont aujourd'hui scientifiques alors qu'avant ils étaient politiques**. Ils étaient utilisés pour stigmatiser, dénoncer, critiquer le régime politique nouveau. Ces mots sont des **armes de la critique politique**, et sont devenus progressivement des outils scientifiques.

Le fascisme n'est pas une invention de la bourgeoisie. C'est un **mélange de nationalisme** (de frustration de préférence → se développement notamment chez les perdants de la WW1; et un nationalisme des tranchées) et est articulée à une **forme de socialisme révolutionnaire**, c'est-à-dire à des promesses politiques de justice sociale. Il est donc très attractif pour des pans de la société. Comme instrument de conquête du pouvoir, l'articulation est intéressante. On pourrait ajouter la **notion de chef charismatique**. Toutefois, il faut rappeler qu'à **cette époque tout le monde n'est pas nationalisme**. Le pacifisme est dominant à cette époque. D'où le fait que la thèse de **Moss** ne tient pas.

Le totalitarisme est le **grand concept qui permet d'expliquer ces régimes**. Mais, il y a un **bias dans l'approche conceptuelle**. En effet, la définition de totalitarisme repose sur un idéal type weberrien qui asphyxie, pétrifie en profondeur la société. Dans un État totalitaire, le contrôle est total sur la société. Le concept peut paraître séduisant, car il permet de saisir le caractère inédit, mais le problème c'est qu'**il est statique**. Cette analyse se base sur les grands discours politiques sauf que malgré tout, à cette époque-là, on ne peut pas vivre comme 1984 d'**Orwell**. **On ne peut pas asservir totalement une société**. Il ne faut **pas confondre la volonté politique et la réalité sociale**.

- Les similitudes entre bolchevisme et fascisme :

Tous ces concepts sont à disposition pour penser l'inédit des extrêmes politiques. Dès les années 1920, **beaucoup de penseurs pensent ensemble les deux extrêmes**. **Bolchevisme** et **fascisme** renvoient à des extrêmes politiques. Par exemple, le sociologue Marcel **Mauss** réfléchit à la **similitude des méthodes violentes** utilisées dans les deux régimes. Francesco **Nitti** met en évidence que ces **deux régimes détestent le libéralisme et qu'ils ont besoin de l'autre pour exister**. Le bolchevisme a besoin du fascisme et le fascisme a besoin du bolchevisme pour exciter et fédérer les foules. En gros, ces deux extrêmes politiques ont un destin commun.

Mais il faut encore comprendre pourquoi la révolution d'octobre est aussi attractive, notamment de la part des grands intellectuels (Malraux, Sartre) pendant un demi-siècle, voir un siècle entier?

B) « Le charme universel d'Octobre » et la scission universelle du socialisme européen

Ce n'est **pas seulement la mauvaise conscience bourgeoise d'une société plus juste**. **L'idée est que le socialisme n'a pas réussi à empêcher la guerre**. La **scission universelle** se produit à partir de 1915 entre les sociodémocrates qui ont fait le choix de la nation et ont abonné l'internationalisme prolétarien (généralement les vieux cadres) et la nouvelle génération qui veut revenir aux bases des idéaux maximes en régénérant le socialisme. Dès 1915, il y a une aspiration révolutionnaire à régénérer le socialisme en Europe. On reproche aux sociodémocrates d'avoir fait le jeu des républiques et du système capitaliste et même de s'y être accommodés. **Les États ont modéré leur société en les nationalisant avec l'école et l'armée**, ce qui explique l'absence de mouvement pacifiste après l'entrée en guerre. Toutes les élites sociales démocrates sont nationalisées et elles font toutes le choix de l'unité nationale.

- Scission SPD/USPD :

Le parti social-démocrate allemand est le parti social-démocrate le plus puissant en 1914. Il est le premier parti au Reichstag en 1912. Mais certains ont senti que le SPD trahissait son idéal marxiste. Scission en 1917 entre le SPD et l'USPD (= unabhängig). Il y a une volonté de régénérer le socialisme et comme en 1875, ils créent à Gotha le nouveau parti socialiste. L'USPD reproche au SPD de s'être intégré au système, à travers les lois sociales, et de s'être embourgeoisé. La révolution bolchevique d'octobre-novembre 1917 et ses conséquences, permettent de créer une **structure pour les partis communistes européens, la IIIe Internationale**. Elle permet de revenir au fondement révolutionnaire.

- Scission SFIO/PCF :

La gauche française se divise également au Congrès de Tours, décembre 1920, entre la SFIO et le PCF. Dans les mots de Marcel Sembat « *Tours, c'est un coup de couteau. C'est du tranché dans le vif* ». La SFIO se vide de son sang : journal et militants se sympathise désormais avec le PCF.

C) La naissance des fascismes européens

Les caractères originaux du fascisme sont l'anarchisme et le sentiment de révolution.

1. Italie

L'État italien perd progressivement le monopole de la violence légitime aux dépens des milices fascistes des classes dominantes. Benito **Mussolini agrège un ensemble hétéroclite d'aventureux, de frustrés autour d'un projet politique relativement flou**. Le fascisme italien originel incarné par l'extrême-droite se base sur une culture anarchiste antérieure à 1914. Cette violence s'est mise **au service de la classe dominante** en combattant les bolchevistes.

Toutefois, **sur le plan politique, cette tactique ne marche pas**. Un groupuscule fasciste tente sa chance aux élections, mais ne récolte aucun mandat. En fait, ce qui explique la montée en puissance du fascisme est **l'enthousiasme progressif des classes moyennes dans le discours de la nation mutilée après le traité de Versailles**. Elles vont grossir le rang de ces vaisseaux de combat. Il y a chez ces classes moyennes une vraie peur du déclassement social. Progressivement **les chefs locaux sont remplacés par des hommes à poigne qui vont suivre la logique du leader Mussolini** qui commence à devenir incontestée et incontestable.

Un film comique de Dino Disi, La marche sur Rome (1962), illustre cette prise de pouvoir. Deux pauvres types sont démobilisés et veulent réinvestir leur énergie. Ils portent en eux également la nostalgie d'un chef pendant l'expérience des tranchées. Ils veulent gagner la souveraineté dans la rue en **brisant la grève des syndicaux Italiens**. Par exemple, dans l'extrait vu, ces deux Italiens nettoient la rue à la place des ouvriers. La dame les remercie au nom de la bourgeoisie de nettoyer les rues. Cet extrait montre comment le fascisme arrive au pouvoir avec la célèbre marche sur Rome en 1922. En effet, les **libéraux italiens méprisent les fascistes, mais ils ont trouvé ça comme arme politique pour endiguer l'extrême gauche**. Dans ce contexte d'agitation, il y a un calcul politique de la classe dominante, miser sur le fascisme pour mettre fin à l'extrémisme de gauche. Ils sous-estiment grandement les fascistes et le payeront des années plus tard. Ce qui devait être une expérience politique courte, elle dura une vingtaine d'années.

(À partir de 1922, Boleszja parla de « *bluff colossal* » pari des libéraux appelle Mussolini en octobre de cette même année).

2. Allemagne

- L'émergence des groupes paramilitaires :

Le moment 1918-1919 est un moment de guerre civile et de faiblesse de l'État allemand. Une région où s'est faite faiblesse se fait particulièrement fait sentir : la Bavière autour de Kurt Heisner. On observe la **multiplication de groupes paramilitaires qui partagent le même logiciel idéologique : l'antisémitisme, le nationalisme, théorie du coup de poignard dans le dos**. La violence physique légitime n'est plus uniquement tenue par l'État.

Il existe une différence à la base entre le fascisme allemand et italien. Le fascisme allemand adopte dès le début un **antisémitisme offensif** contrairement à l'Italie. Il y a une **vision exclusive du peuple, c'est la conception völkisch**. C'est une sorte de darwinisme social qui contient en son sein des programmes d'exclusion des éléments indésirables de la communauté. Des **groupes paramilitaires émergent**, comme

celui du capitaine Hermann Ehrhardt qui brise des Conseils d'ouvriers avec son unité militaire (pouvant aller jusqu'à 6 000 hommes). Ces groupes interviennent dans le Nord de l'Allemagne, en Bavière pour mettre fin à la République de Conseils.

- La naissance d'Hitler et du NSDAP :

Parallèlement, le **5 janvier 1919**, est créé le **parti ouvrier allemand (DAP)** par **Anton Drexler**. Quelques mois plus tard, quand Hitler prend en main le parti, il le transforme en parti national-socialiste extrémiste de droite avec une conception völkisch. Sociologiquement qui sont les personnes présentes avec Hitler dans ce micro-parti bavarois? Deux militants de base qui accompagnent l'ascension d'Hitler au pouvoir :

- Représentant des classes moyennes, sentiment d'être déclassé.
- Ruraux qui gonflent les effectifs du parti.

On **structure ensuite un service d'ordre, les SA**. Différence encore avec le fascisme italien : les sections d'assauts ne précèdent pas le parti fasciste en Allemagne.

Ce nouveau parti fasciste fonctionne sur la base d'un **chef charismatique**. Au sein de ce parti, il y avait initialement des courants différents : une aile nationaliste et hostile à la démocratie, mais aussi une aile contestataire plus à gauche, incarnée par les frères Strasser. Ce n'est donc pas un parti monolithique.

Les activités principales d'Hitler sont la propagande, structurée au niveau bavarois, et « casser le communisme » dans la rue. Cette vision de rempart contre le communisme s'exprime dans l'épisode de (Koeberg.) La première sortie hors de Bavière est la réunion de toutes les associations nationalistes allemandes à Koeberg en Bavière du Nord. Hitler vient avec son service d'ordre et éclate une bagarre de rue dans le Koeberg. Les SA gagnent la bataille de la rue. Celui qui tient la rue, tient la tranchée plus ou moins. Hitler se présente alors comme le libérateur de Koeberg. C'est un événement de la mythologie du national-socialisme et de la lutte contre le judéo-bolchevisme. C'est également un événement national, car les différents ministres de l'Intérieur des Länder prennent peur et interdisent provisoirement le NSDAP, car Hitler avait ramené 650 SA, sauf celui de Bavière.

Cette organisation commence à attirer des jeunes, qui investissent leur besoin d'aventure et d'engagement politique dans ce type de parti. Beaucoup de jeunes hommes adultes viennent grossir les rangs du parti. 195 membres en 1919. 50 000 membres en 1923. Ce mouvement est toléré en Bavière uniquement s'il ne renverse pas le pouvoir. Lorsque c'est le cas, l'armée allemande tira sur le NSDAP. Ce parti s'insère dans un cadre politique, modèle de la démocratie moderne et avancée, mais dans un climat de guerre civile entre 1919 à 1933.

Conclusion :

Le fascisme se structure au niveau paneuropéen seulement au milieu des années 1920, expliquant pourquoi on ne parle que de l'Allemagne et de l'Italie dans ce chapitre.

Le concept de sortie de guerre cherche à montrer que la violence de guerre se prolonge prenant le relais acquis dans les tranchées et le **retour de la révolution dans le jeu politique**. Extrême politique incarnant la révolution : **bolchevisme qui est considéré comme une idée d'avenir**.

Parmi les perdants, le nationalisme de frustration alimente un mouvement politique qui associe nationalisme et socialisme : le fascisme **La paix de 1919 rompt avec la manière dont on faisait la paix auparavant**. En termes de politique intérieure, est utilisé à droite/gauche et est un facteur d'instabilité.

Ce qui rend ce monde incertain est qu'il faut construire un ordre nouveau et un ordre politique avec un modèle, celui de la démocratie libérale. Le capitalisme et la démocratie libérale sont les grands gagnants de cette guerre et on pense naïvement qu'elle va s'étendre dans des régions où les structures socio-économiques ne sont pas encore prêtes.

Chapitre 2 :

L'Europe d'après-guerre : la démocratie libérale triomphante ou dépassée (1919-1923)

Introduction :

Il faut établir un parallèle (avec parcimonie) avec 1989. La démocratie libérale sort gagnante de la WW1 et on veut l'imposer à l'Europe entière. On veut transférer l'idée, mais relèvera du même échec dans les deux cas.

- Démobilisation culturelle:

Contre Moss, John Home développe la thèse d'une **démobilisation culturelle : l'idée que la guerre est à bannir définitivement des sociétés**. Si pour l'instant, le tableau dressé montre que la violence règne en Europe, pourtant une immense majorité des sociétés européennes sont traversées par un **courant de pacifisme qui est transnational**.

- Émergence d'un nouveau groupe social : les anciens combattants :

Une catégorie sociale, qui par l'expérience de guerre devient un acteur du champ politique, émerge : « *le syndicat de victime de la guerre* » (A.Prost), qui est les anciens combattants (= vétérans, mutilés de guerre, orphelins, veuves). Ils **font la société du deuil**. Par exemple, l'association internationale des anciens combattants se réunit dans des hauts-lieux de la WW1, comme à Verdun en 1920 qui fut un grand moment de communion entre les vétérans de chaque camp pour partager l'expérience du deuil pour tourner la page de la guerre. C'est un groupe social nouvellement reconnu, qui deviendra dans les années 1930, un corps de masse.

- Double espérance :

Le mantra de l'époque était celui de plus jamais ça et l'instauration d'une paix durable. En même temps, dans le film *Frantz* de François Ozon, on aperçoit un nationalisme guerrier chez des élites. Mais ce qui compte finalement c'est tout de même le **sentiment de deuil et de pacifisme**.

« *Groupement des hommes et des femmes de toute nationalité qui recherchent les moyens de supprimer la guerre, d'établir l'ère sans violence et de résoudre par le droit les différends internationaux* »

Définition du pacifisme lors du 16e congrès de la Paix à Munich en 1907

L'autre horizon d'attente est la justice sociale (comparaison 1945). Quand vous mobilisez vos sociétés à ce niveau, logiquement on a une soif de justice sociale. Tout l'enjeu est de canaliser cette soif de justice sociale. Pour la première fois de manière sérieuse, il va falloir lâcher du lest.

- Multiple défis en fonction des pays :

L'autre grand élément est qu'en fonction des pays, les défis ne sont pas les mêmes. Des chantiers multiples se posent pour les dirigeants des pays européens. Pour la France et l'Angleterre, le but est de gagner la paix pour paraphraser Georges-Henri Soutou, à la fois extérieure et intérieure. Pour la 1e fois Paris n'est pas le foyer révolutionnaire.

Sur ces anciennes terres d'Empires, la France est face à un véritable défi, car les structures socio-économiques ne sont pas les mêmes. Idée de transfert de la démocratie pose d'innombrables soucis juste en raison du fait que le modèle français est natio-homogénéisant alors que l'ancien modèle de ces terres d'Empire était le contraire.

Comment expliquer le triomphe apparent de la démocratie libérale ? Quelles sont les faiblesses et les fragilités de l'ordre démocratique d'après-guerre ?

I. La démocratie libérale et son extension en « terres d'Empires »

A) La démocratisation politique de l'espace post-impérial

L'un des enjeux du continent européen est de lier sécurité intérieure et sécurité extérieure (traité + SDN, mais aussi garantir des États stables). Cela explique la volonté d'expansion de la démocratie d'ouest en est. On fait un copier-coller du système français dans certains nouveaux pays (Tchécoslovaquie et Pologne).

- Exportation du modèle français :

L'idée est qu'un modèle politique a tenu l'autre est tombé. **La France est perçue comme un régime stable et est toujours l'épicentre des bonnes idées.** Volonté du haut par les élites nationalistes comme Masaryk en Tchécoslovaquie. **Ces élites rencontrent un besoin sociopolitique des populations, qui veulent avoir des droits politiques renouvelés.** Dans un certain nombre de pays d'Europe central, on prend le système bicaméral français et on copie le système sous forme de Constitution. On copie également le suffrage universel masculin, mais quelques pays font exception : Allemagne, Estonie et Lettonie. On adopte le parlementarisme à la française soit sous la forme de République (Pologne, Tchécoslovaquie) soit sous la forme de monarchie (Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie). Très vite l'adoption de ces principes démocratiques montre ces limites.

1) La Hongrie

Depuis le Traité de Trianon, la Hongrie est devenue un État minuscule et oublié.

Quelques mois après l'expérience Bela Kun, en **mars 1920**, l'amiral Miklos **Horthy met fin au régime démocratique et se proclame régent à vie.** L'expérience démocratique n'a même pas eu le temps de se développer. Le nouveau système n'est pas entièrement une dictature, car il existe une opposition, mais le système électoral est non compétitif, c'est-à-dire que les élections portent à la Chambre des conservateurs et un parti agraire formant un bloc conservateur marqué par l'antisémitisme. La démocratie devient déjà « illibéral » lorsque dès la loi électorale de 1922 met fin au vote à bulletin secret dans les campagnes. Le but étant de tenir les campagnes. Loi numeros clauses des étudiants juifs dans les études supérieures (15 ans avant les lois de Nuremberg). Cadre démocratique apparent, mais uniquement apparent.

2) La renaissance polonaise

Les Polonais sont les grands gagnants des traités de paix. Elle doit faire sa renaissance dans une association de trois tronçons impériaux : Allemand (Prusse occidentale), Austro-hongrois (Galicie) et

Russie. Elle renaît sur trois tronçons différents avec des populations différentes, avec des niveaux de vie économique différente. Cela a encore des séquelles aujourd'hui. Si l'on analyse une carte électorale, on distingue deux territoires : la Polska A (libéral et ouverte sur le monde concentré sur la partie allemande et autrichienne) et Polska B (illibéral et fermé sur le monde concentré sur la partie russe).

Pour l'unir, **on cherche le modèle français** (comme en Tchécoslovaquie). Ainsi on fait adopter en 1921 un projet de Constitution qui est un copier-coller de la IIIe République. Il y a pourtant un débat autour du modèle constitutionnel polonais qui regroupe un clivage gauche-droite : les premiers veulent un modèle inspiré de la France de la Ie République, qui est monocaméral, les seconds souhaitent un modèle bicaméral classique.

Dans la Constitution, **on pilonne le législatif entraînant le départ frustré de Pilsudski**, qui part en 1921. Gabriel Narutowicz est élu Président polonais en 1922 dans climat politique instable du fait des nationalistes conservateurs qui estiment que le parlementarisme est trop inclusif, car, dans la Constitution de 1921, la Pologne accorde des droits linguistiques et culturels sur les minorités présentes sur son sol. (cf carte Pologne). Concrètement, si vous êtes minorité allemande, on peut recevoir une éducation allemande afin de gérer la multiethnicité.

Finalement, ce sont **deux façons de voir la Pologne qui s'opposent : ouverture et tolérance/ethnocentrisme**. En 1921, le modèle tolérant prime. Décembre 1922, un mois après son élection, Narutowicz est assassiné. Cette agitation est réprimée par le gouvernement qui permet une stabilisation de la vie politique par les conservateurs.

3) La République de Weimar

Nécessité de mettre en place un régime parlementaire s'il voulait négocier la paix la moins injuste possible.

« *Une démocratie parlementaire exemplaire* ».

Johann Chapoutot

En moins de six mois, cela aboutit à la Constitution la plus juste, moderne et sociale des Républiques. Ils veulent arriver aux négociations de paix en ayant prouvé aux Alliés qu'ils sont la meilleure démocratie au monde.

De plus, le droit de vote des femmes et la très forte majorité de centre-gauche lors des élections de 1919 renforcent le caractère libéral du régime. Cette Constitution est le fruit du travail des meilleurs juristes (Hugo Preuss) et des meilleurs sociologues (Max Weber). Ils avaient deux modèles de référence en tête : celle de la Constitution américaine et celle de la République française de 1848. **Un régime parlementaire avec un Président de la République élu au suffrage universel direct.** Dans le cadre d'un système fédéral, la Constitution de Weimar définit la République de Weimar comme un État social (—> droits fondamentaux). C'est pourquoi on met en place la démocratie la plus avancée au monde en 1919. L'expérience de guerre civile renforce les pouvoirs du Président de la République pour gouverner par décrets-lois.

En finalité, ils ont instauré une Constitution occidentale pour obtenir une paix acceptable, malheureusement le Traité de Versailles rend caduc ce calcul.

4) Enjeu des minorités

Wilson met en avant un programme de 14 points. Il propose le **droit à l'autodétermination des peuples à disposer d'eux-mêmes**. Les vainqueurs ont créé des États multiethniques (dominé par une ethnie) en garantissant le droit des minorités.

5 droits fondamentaux :

- La citoyenneté du pays concerné;
- La protection de la vie, de la liberté individuelle et de culte;
- L'égalité devant la loi;
- Le libre usage de la langue minoritaire;
- La participation au bénéfice des fonds publics destinés à des fins d'éducation, de religion et de charité.

L'Estonie est un exemple d'élève modèle du respect des minorités. Loi libérale qui reconnaît l'autonomie culturelle pour tout groupe ethnique supérieur à 3 000 individus. Le voisin letton crée une université allemande. Certes ce sont des petits pays, mais cela montre la capacité de certains États à donner des droits aux minorités.

La Pologne, en revanche, n'est pas aussi accueillante. Après l'assassinat du Président de la République en 1922, la Pologne cherche à poloniser la population. Interdiction d'aller dans des écoles autres que polonaises, l'administration n'autorise plus que la langue polonaise. La politique hostile aux minorités démarre dans les années 1920 et se conclut après les massacres contre les Ukrainiens à la fin de la WW2.

La Roumanie n'est pas non plus en reste. La Transylvanie, territoire à minorité hongroise et bulgare, est rattachée à la Roumanie après le Traité de Versailles. Le principal enjeu est la redistribution des terres. Les Roumains font une réforme agraire sur des quotas ethniques. Enjeu politique fort est la manière dont l'on se comporte avec les minorités nationales. Plusieurs font le choix de l'exclusion.

Les Serbes développent un État centralisateur et jacobin et accaparant les ressources politiques. Tensions avec les Croates, qui sont l'embryon de la violence ethnique qui se libérera pendant la WW2.

B) L'enjeu politique des réformes agraires

- Faire oeuvre de justice :

Les nouveaux pays créés post-WW1 n'ont pas encore connu le processus d'industrialisation. **La société est encore majoritairement rurale.** L'abolition du servage dans ces pays a été extrêmement tardive (seconde moitié XIXe siècle) et n'a **jamais débouché sur une réforme agraire.** La terre appartient encore à l'aristocratie et ce n'est pas en passant à un régime démocratique que cet état de fait change. Lorsque la guerre se termine, ces nouveaux États sont à la recherche d'une forme de légitimité. Il y a donc une **nécessité de redistribuer les terres.**

- Détourner les paysans des tentations communistes :

Par peur du péril rouge, on fait des réformes agraires pour que les paysans ne se jettent dans les bras de la Russie. Le but politique est de détourner les paysans des partis communistes.

- Moderniser l'agriculture :

Redistribuer la terre est également un enjeu économique : il faut moderniser l'économie et faire émerger une classe moyenne, rurale pouvant assurer la stabilité du régime. Les paysans sont en effet les futurs piliers électoraux.

- Homogénéiser de façon ethnique le territoire de l'État :

Le problème est que dans ces États la redistribution s'est fait d'abord et surtout pour l'ethnie dominante au sein du pays. Les minorités nationales n'ont pas pu accéder à la propriété entraînant une intégration ratée.

Ex: Dans les pays baltes, avant la WW1, de grandes propriétés foncières étaient tenues par des Allemands (60% du territoire agricole avant la guerre). Elles sont toutes démantelées et la majorité des Baltes accèdent à la propriété. [intégration relativement réussie]

En revanche, en Pologne, cela se traduit par des régimes fonciers différents : on ne donne de la terre (minimum 5 hectares) qu'à des paysans polonais, tous les autres paysans non polonais n'ont pas accès à la propriété.

La Roumanie a grâce à la France récupéré la Transylvanie (minorité hongroise, serbe et allemande). Comme la Pologne, elle ne redistribue la terre qu'aux paysans roumains et en priorité aux anciens combattants roumains. L'idée était de roumaniser la Transylvanie.

Si ces politiques n'ont pas entraîné des violences excessives, elles ont à un fort ressentiment de la population discriminée. Elle excite un nationalisme offensif de ces groupes ethniques. C'est donc un exemple concret d'une politique publique pour homogénéiser la terre afin de cristalliser un sentiment national.

Globalement, ces réformes ne permettront pas aux économies de décoller en raison de la faible modernisation technique. La terre est également trop fragmentée pour améliorer la productivité.

II. Les « bastions traditionnels » de la démocratie : entre apaisement, stabilité et approfondissement

A) Mieux intégrer les masses

Le premier enjeu qui se pose pour les démocraties occidentales après 1918 n'est pas forcément de renouer avec le passé, mais surtout de mieux intégrer les masses. Cela s'explique en raison des sacrifices effectués par la population pendant la guerre; l'idée est qu'on ne peut plus continuer à gouverner sans ces masses qui ont fait le don du sang pour protéger la nation.

- Trois priorités :

Il y a trois priorités pour les démocraties occidentales à la fin de la guerre :

- **Le règlement de la paix.** Il y a une approche et des intérêts différents entre les pays anglo-saxons et la France à Versailles. Il y a également l'idée que si on impose des traités de paix humiliant (tourner le dos au modèle de Vienne de 1815), cela aurait des conséquences économiques néfastes sur l'Europe, à l'instar de que décrivait Keynes dans *Les conséquences économiques de la paix* (1919) : « *Si nous cherchons délibérément à appauvrir, j'ose prédire que la revanche sera terrible* ». Toutefois, Etienne Mantoux dans un livre posthume publié en 1946, *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M.Keynes*, dément la thèse de Keynes sur le déclin de la production industrielle de l'Europe
- **L'aspiration à des changements sur le plan social.** L'enjeu est donc de produire un nouveau consensus politique, qui se base sur une **réelle aspiration des masses à plus de justice sociale**. Les gouvernements ont alors deux options : soit prendre en charge et répondre à ces aspirations (démocratie sociale) soit rester attaché au dogme libéral (État régalien). Les démocraties occidentales sont donc à la croisée des chemins au début de l'année 1919, d'autant plus que la Russie propose une alternative envisageable au système démocratique.
- **Revenir à l'ordre libéral d'avant 1914.** Décalage entre ce que veulent les masses et la stratégie politique des élites occidentales qui veulent un retour à la normale comme si la WW1 n'avait jamais existé. Moment tragique, car un moment d'intégration a échoué.

- La stabilité de la Grande-Bretagne :

En Grande-Bretagne, il n'y a pas beaucoup de changement après la WW1. **La Grande-Bretagne est le havre de paix et de stabilité durant l'entre-deux-guerres**. Elle ne subit aucune crise politique majeure (pas de 6 février 1934 comme en France), et même la crise économique de 1929 est vite passée.

Il y a également une continuité dans le renouvellement des **classes dirigeantes** qui se caractérisent par leur **capacité à donner toujours un petit peu à la demande sociale**. Ils donnent le minimum pour que le mouvement cesse (cf. Hands off russia). Cette capacité à accorder le minimum permet d'**éviter le développement des extrêmes politiques** (minuscule parti communiste et fasciste + ils sont insignifiants sur le plan politique et dans leur capacité à irriguer la société anglaise de leurs idées). Cette stabilité constitue l'ADN de la Grande-Bretagne.

Finalement, le seul fait marquant est l'effacement du parti Libéral et l'avènement du parti travailliste.

B) L'extension de la démocratie sociale

Même si le dogme principal est le libéralisme, il existe des embryons de démocratie sociale dans certains secteurs, notamment le logement et l'école.

- Pénurie de logements :

Dans la seconde moitié du XIXe siècle avec l'industrialisation, il y a eu un exode rural important entraînant la formation de grandes métropoles. **La question du logement se caractérise par la pénurie de logements.** Les gens viennent s'entasser dans des logements souvent insalubres, comme l'exemple des **Mietkasernen** à Berlin.

On tente de répondre à cette pénurie dans les différents pays :

- **Contrôler l'évolution des loyers.** L'État s'immisce sur le marché en décrétant des moratoires ou en cherchant à limiter l'augmentation des loyers déjà commencé pendant la WW1 et conservé à cause de la pénurie de logements,
- **Lancer la construction de nouveaux logements.** 3 grandes lois : Housing Act en Grande-Bretagne / Wohnungsgesetz en Allemagne 1919 / Loi Loucheur en France 1928 avec les habitations bon marché (ancêtre des HLM)

- Éducation :

L'autre grand domaine est celui de l'éducation. La modernisation du système scolaire s'est produite dans la seconde moitié du XIXe siècle. À cette époque, les démocraties ont cherché à mettre en place des écoles primaires assurant une scolarité dans les premières années (6-14 ans). Puis sélection après.

En Grande-Bretagne, **la loi Fischer impose la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, on augmente le salaire des enseignants et on instaure un système de bourse pour les élèves méritants.**

En Allemagne, même enjeu avec le **Congrès d'enseignants à Hambourg** (le 12 novembre 1918) où les enseignants ont discuté de créer une loi nationale scolaire centralisée (contraire au fédéralisme allemand), un modèle de l'école unique non discriminant de 6 à 16 ans, association des parents à la vie scolaire et mettre fin de l'enseignement de la religion. Mais ces idées ne verront jamais le jour, à l'exception de la Grundschulgesetz (1920).

En France, **la loi Bérard permet aux filles de suivre les mêmes enseignements que les garçons** puis sous les années Tardieu on assiste à la création de la gratuité de l'enseignement secondaire.

- Impôt : frilosité

Enjeu fiscal. Il faut réfléchir à une nouvelle politique fiscale afin financer les veufs, les orphelins, les anciens combattants, les logements, etc.

La **France** est pionnier dans ce domaine, car **dès 1913 elle met en place l'impôt sur le revenu** sous le gouvernement Caillaux.

L'Allemagne développe elle aussi un impôt sur le revenu sur la base de la progressivité.

Les pays scandinaves adoptent également ce principe d'impôt sur le revenu.

Toutefois, les gouvernements n'oseront pas taxer le capital, ce qui reviendrait à taxer les plus riches.

C'est une mesure populaire, mais les gouvernements refusent de prendre en charge cette idée. Même les conditions de l'impôt sur le revenu restent extrêmement modestes, qui témoignent in fine d'une grande frilosité sur la question fiscale.

En finalité, beaucoup de promesses sociales sont entrevues, mais ne sont pas tenues. Les États pourraient intervenir de manière plus volontaire, mais ne le font pas à cause du dogme libéral. Il faudra la WW2 pour que cette vision libérale soit remise en cause. Le libéralisme n'est pas brisé par la WW1, c'est uniquement sous la période de 1945-1970 où le libéralisme est modifié et jugulé par l'État-providence avant de revivre un nouvel essor avec le néolibéralisme.

III. Quelle économie politique pour l'Europe d'après-guerre ?

Il y a une crise de la démocratie liée à la désarticulation entre les groupes sociaux et l'offre partisane.

A) Des élites conservatrices hostiles à la démocratisation

- Appui des Églises :

Les élites conservatrices n'acceptent pas les nouveaux régimes en place. Elles concèdent que la démocratie est un accident de l'Histoire. Pour ces élites, l'ennemi principal est la social-démocratie.

Elles ont des relations fortes avec les Églises. Ces régimes doivent tôt ou tard disparaître (l'Allemagne, la Finlande ou la Hongrie). La démocratie est considérée comme un pis-aller qui doit être remplacé par un autre **projet politique autoritaire. Ces élites conservatrices exercent encore un contrôle social et politique considérable sur les classes modestes dans les zones rurales.**

- Positions très fortes au sein des appareils d'État

Les élites sont encore très présentes dans l'appareil d'État (bureaucratique et militaire), mais minorité dans le système représentatif.

Ex: Hans von Seeckt dirige l'armée allemande durant toutes les années 1920. Les officiers supérieurs sont tous des aristocrates et détestent la République de Weimar. Ils ont négocié, au moment de l'écrasement communiste, une complète autonomie par rapport au pouvoir politique. Ce dernier a besoin de cette armée pour écraser l'insurrection communiste. À la diff de la France de la IIIe République, il n'y a pas la volonté en Allemagne de contrôler l'armée. Aucune culture démocratique. Sur le plan social, l'armée reste composée de nobles et d'aristocrates. La Reichswehr refuse de garder le nouveau drapeau allemand. Illustration de ce manque d'intérêt pour la démocratie lors de l'inaction de l'armée pendant la tentative de putsch Kapp 1920. Ce sont les syndicats qui se mettent en grève pour éviter la chute de la République de Weimar.

- Présence de l'antisémitisme :

L'autre très caractéristique de ces élites conservatrices, au-delà d'être monarchiste, clérical et antidémocratique, est qu'elles sont antisémites. Ces élites joueront un rôle plus tard dans la déportation des juifs dans ces pays (All, Roumanie, Hongrie) dans les camps.

B) Le malaise politique des classes moyennes

Les classes moyennes au sortir de la guerre sont profondément marquées par le bouleversement de la WW1.

- Thèse de la « société bloquée » de Stanley Hoffmann :

Les classes moyennes aspirent à poursuivre leur ascension sociale.

Pourtant, l'entre-deux-guerres correspond à un modèle de « société bloquée » selon Stanley Hoffmann. Les bourgeois et les élites conservent trop de pouvoir pour que l'ordre change véritablement au profit des classes moyennes.

- Panique et malaise de la classe moyenne indépendante :

Il existe par ailleurs deux types de classe moyenne qui n'ont pas les mêmes réactions politiques : la classe moyenne indépendante (artisan, commerçant), et la classe moyenne salariée (enseignement). Cette dernière fait confiance à l'État, car elle travaille dans le secteur public. En revanche, la **classe moyenne**

indépendante commence à douter. Elle veut être davantage protégée, mais l'État dans sa perspective libérale ne fait pas grand-chose pour elle. De ce fait un fort sentiment d'abandon s'installe, au côté d'une peur de la prolétarisation.

- Perdants de l'inflation :

Au sortir de la guerre, il y a une inflation plus rapide que les revenus. Cela entraîne un sentiment de malaise, d'angoisse pour ces couches moyennes. Elles vont alors se tourner vers des partis autoritaires. [Thèse de Friedrich von Hayek : *autoritarisme est bon pour le peuple/libéralisme est bon pour les élites cosmopolites, mais nocives pour le peuple*]. Lente dérive des classes moyennes se traduisant électoralement vers des solutions plus autoritaires, vers des partis plus conservateurs.

Ex : Dans la République de Weimar, les partis SPD-Zentrum-DDP représentent en 1919 près de 80% de l'électorat, à la fin des années 1920, ce triangle électoral ne représente plus que 50% de l'offre électorale (montée du DNVP et du NSDAP).

C) La position fragilisée de la classe ouvrière

La classe ouvrière est également dans une position fragile.

- Période initiale favorable avec la conquête de nouveaux droits

À la fin de la WW1, il y a un réveil des revendications sociales. **La classe ouvrière, à travers ses syndicats, est en mesure d'instaurer un rapport de force favorable face au patronat** (cf. Weber), en témoigne la reconnaissance de la journée de 8h et l'augmentation du taux de syndicalisme.

- Parade du patronat :

Le patronat va à partir des années 1920 trouver une double parade :

- **Dans les branches nouvelles** (chimie, industrie légère) **le patronat mise sur la féminisation des branches**, car ils partent du principe que les femmes ne se mettront pas ou bien moins en grève que les hommes. Pour les femmes, le travail même difficile est une forme d'émancipation de la tutelle patriarcale.
- **Faire venir en masse des travailleurs émigrés**, ce qui correspond aussi à un besoin démographique. Ils les placent dans l'industrie lourde, ils les payent moins et ont moins de droits. Pour calmer les Français de « pure souche », le patronat les favorise en les promouvant ouvriers qualifiés. Recruter également des travailleurs pauvres belges, portugais, italiens. Parade, car divise la classe ouvrière.

Ces parades expliquent la période d'atonie sociale succédant la période agitée de 1918-1920. Le seul mouvement d'ouvrier de grève qui percera en Europe est le Front populaire en 1936.

Conclusion :

On a l'impression que la démocratie et le libéralisme triomphent à la fin de la WW1, en témoigne l'extension des droits politiques, sociaux et même des droits pour les minorités. Ces droits sont liés à une alliance entre sociodémocrates et libéraux de gauche partout en Europe. Ces avancées constituent une bonne base de départ pour ancrer la démocratie dans de nouveaux États.

Le problème c'est que l'extension n'est pas suffisante pour réussir à faire perdurer la démocratie, il faut que de larges pans de la société adhèrent à ce projet. En fait **derrière ce triomphe de la démocratie, plusieurs couches de la société sont en désaccord avec ce régime politique : les élites conservatrices, la paysannerie et les difficiles réformes agraires.** Le retour à la normale après la WW1 est très compliqué pour les démocraties occidentales.

- 1923 : le tournant ?

1923 constitue une bonne année pour analyser les conséquences de la démocratie.

En Allemagne, 1923 correspond à l'apogée dans la dégradation des difficultés économiques. La République est attaquée par ces deux extrêmes : putsch de la brasserie de novembre 1923, mais aussi le putsch d'insurrection communiste d'octobre à Hambourg mené par Ernst Thälmann.

La carte de l'Europe commence à se brunir : Italie et la marche sur Rome de Mussolini, le **putsch espagnol** de Primo de Rivera en 1923 (les classes possédantes espagnoles rejettent le parlementarisme), **coup d'État en Bulgarie** (victoire des conservateurs qui entraînent une répression sur le parti paysan et les communistes).

Cela montre qu'une idée politique doit être incarnée pour trouver un écho dans la société. Il faut convaincre les élites, les classes moyennes, les paysans et les ouvriers que la démocratie est le meilleur système politique pour chacun des groupes.

Chapitre 3 :

L'ère de la stabilité précaire (1923-1929)

Introduction :

- Impossible retour en arrière :

La notion de « *gap in time* » (Arendt) est posée avec acuité en 1923 en Europe. Il y a une véritable **contradiction entre les élites qui veulent le retour à la normale**, généralement par le rétablissement d'une monarchie, **alors qu'il est impossible**.

- Danger du regard rétrodictif :

Il y aurait un véritablement danger de considérer cette période de stabilité n'est que relative et que les dés sont déjà jetés et que l'on se dirige « à la marche à la guerre » (connaît nous la fin de l'histoire). **Danger d'un regard rétrodictif**. Les années 1923-1929 sont au coeur progressivement d'un optimisme partagé. On a l'impression que l'on va vers un monde meilleur, plus sûr.

- Mouvement contradictoire :

Toutefois, **cette période de stabilité ne s'accompagne pas toujours de la démocratie**. Certains pays optent pour des **solutions autoritaires**. En Italie, en Espagne et au Portugal, on observe un tournant autoritaire. L'Italie dirigée par Mussolini depuis 1922 voit ses idéaux fascistes se propager en Europe (Hitler voit avec ambition comment Mussolini purifie son parti et l'Italie). Le **fascisme devient un modèle politique qui commence à rayonner**.

Concernant la situation diplomatique franco-allemande, il y a un **tournant en 1924**, Poincaré (adversaire saignant de l'Allemagne) laisse à la place à Briand (qui ne la lâchera plus jusqu'en 1930) qui tend la main de manière réaliste et relative à l'Allemagne.

Dans les vieilles démocraties, on a un sentiment d'apaisement : la peur du rouge diminue, les partis communistes n'ont plus beaucoup d'influence.

À la fin de 1923, on a également une impression que le pire est derrière nous, notamment en Allemagne où ni le putsch nazi ni l'insurrection communiste de Hamburg ni non plus la tentative de République autonomiste en Rhénanie ont fait tomber le régime. Il faut désormais tourner cette page de l'après-guerre.

Il y a en fait un véritable **enjeu de la stabilisation de l'Allemagne**. Il faut oublier les préjugés sur la République sans républicains ou que démocratie pas génétiquement dans le logiciel des Allemands. Il y a un courant fort d'amour du républicanisme dans les années 1920, même s'il est vrai que les Allemands « *ratent le test d'intelligence en 1925* » en portant à la Présidence de la République Paul von Hindenburg, anti-républicaniste. Ce sentiment de pacifisme peut être illustré par l'ouvrage *À l'Ouest, rien de nouveau* (*Im Westen nichts Neues*) de Erich Maria Remarque (1929). Le roman décrit la Première Guerre mondiale vue par un jeune soldat volontaire allemand sur le front ouest. Symbole du pacifisme allemand, le roman devient rapidement un *best-seller* et est suivi par d'autres romans de la même veine.

Dans quelle mesure la stabilité démocratique de cette période masque-t-elle une forme de fragilité ?

I. La démocratie en voie de stabilisation et d'apaisement

A) La stabilisation précaire de la République de Weimar

L'Allemagne est le cas le plus instable de cette démocratie en voie de stabilisation, alors qu'elle constitue pourtant la clé de voûte de la stabilité en Europe. Elle sort la tête de l'eau en 1924.

- 1923 : Fin de la guerre civile et des tentatives d'insurrection des extrêmes politiques

Elle connaît un **triple processus de stabilisation** :

- **Géopolitique** (Plan Dawes),
- **Économique** (investissements américains en Allemagne et flux financiers connectant l'Allemagne et l'USA),
- **Politique** (les extrêmes ont moins d'influence → Hitler en prison et les communistes basculent dans l'obscurité, car ils ont ordre d'être plus calme de Moscou étant donné l'insurrection à échoué).

Une grande coalition bourgeoise, les partis de centre-droit, **dirige l'Allemagne de 1924 et 1928**. Le pilier central de Weimar (le SPD) bascule dans l'opposition politique. Cette alternance est signe d'une bonne santé démocratique. De plus, le SPD tolère des gouvernements minoritaires qui articulent les partis libéraux (le DDP), le DVP, le Zentrum et les nationalistes du DNVP. La République de Weimar met donc de côté les extrêmes et intègre les nationalistes.

Le parti nazi n'existe pas encore politiquement. On voit également qu'en cumulant le **score des partis républicains** (Zentrum-DVP, DDP, SPD), on obtient **70%-75% du corps électoral. Il y a donc un véritable effet d'apaisement et de stabilisation politique.**

- « Test d'intelligence » de l'élection présidentielle de 1925 :

Mais en **1925**, le **Président du Reich Friedrich Ebert meurt**. Dans la Constitution de Weimar, le Président du Reich doit être élu au **sufrage universel** (c'est d'ailleurs la première fois que les femmes votent puisque Ebert n'avait pas été élu). Pour Theodor Wolff, c'est le *« test d'intelligence »* dans la mesure où il y a une interrogation sur le fait que les Allemands allaient faire émerger un président incarnant la nouvelle démocratie ou non.

C'est une **drôle d'élection**. En effet, au 1^e tour, 7 candidats concourent et aucun ne se détache. Le parti SPD n'arrive pas à placer son candidat Otto Braun. Il se constitue alors une alliance des partis républicains autour de la figure de Wilhelm Marx, qui est du Zentrum. Cette coalition s'oppose au maréchal à la retraite Paul von Hindenburg qui s'est déclaré entre le 1^e et le 2^e tour à la suite du désistement du candidat de droite. Lors du 2^e tour en avril 1925, Hindenburg est élu à une courte majorité. De manière paradoxale, le peuple allemand élit un monarchiste à la tête de sa jeune République.

Cela a été analysé comme une compensation psychologique sévissant en Allemagne qui **regrettait le manque d'empereur** *« Ersatzkaiser »*. Un des éléments expliquant la défaite est la **dimension confessionnelle**. L'Allemagne est née de la Réforme luthérienne (catholique et protestants). Chez Luther, ce qui compte c'est l'autorité du prince, la conception du pouvoir est verticale. Les protestants sont donc un peu *« en manque »* de leur empereur et ont du mal à voter pour un catholique. Ce sont les protestants qui vont faire basculer le vote. Néanmoins, au moment où il est élu, Hindenburg promet qu'il respectera la Constitution.

In fine, **le peuple allemand a donc raté le « test d'intelligence »**. Theodor Wolff, rédacteur en chef d'un journal prorépublicanisme Berliner Tageblatt, écrit :

« Les républicains ont perdu une bataille... Membres du Landbund et des associations d'officiers sabrent aujourd'hui le champagne comme après l'assassinat de Rathenau... Devons-nous nier que tandis que ceux-

là boivent, un sentiment de honte s'empare de nous autres? Nous n'avons pas honte de la défaite, mais nous sommes honteux de l'immaturité de tant de millions de personnes... L'élection d'hier était un test d'intelligence, et devant la galerie mondiale qui l'observait, la moitié du peuple allemand a raté cette épreuve. »

- Querelle du drapeau national : Noir-Rouge-Or / Noir-Blanc-Rouge :

Si Hindenburg ne viole pas concrètement la Constitution, il essaye de la transformer symboliquement. La querelle autour du drapeau de l'Allemagne en 1926 illustre son état d'esprit. **Hindenburg souhaite ajouter au drapeau allemand un petit rectangle aux couleurs de l'ancien drapeau impérial** (noir-blanc-rouge). Le chancelier Hans Luther fait passer une loi sur ce drapeau. Cela suscite un **scandale énorme** dans le champ politique et médiatique, à tel point que le chancelier Luther est mis en minorité et tombe. Hindenburg décide alors de reculer. Cela se comprend **symboliquement comme une tentative d'orienter un peu la politique de Weimar**. En fait, c'est tout un camp conservateur qui rêve, à travers Hindenburg, de **restaurer la monarchie**. Si Guillaume II est en exil en Hollande, on pense à son fils qui est resté en Allemagne et qui est implanté dans les milieux conservateurs. On pense beaucoup à ce retour monarchique même si les conservateurs ne le disent pas vraiment. Cette absence d'expression est liée aussi au fait que les conditions politiques ne sont pas encore pleinement réalisables.

- Les élections de 1928 : recul des partis démocrates et républicains et ghetto politique pour le NSDAP

Aux élections de mai 1928, 55% de la population votent encore pour des partis démocrates et républicains (mais moins qu'en 1924). Le **SPD met en place un gouvernement de grande coalition**.

Le **parti nazi** fait 2,6% et est entré dans un **ghetto politique** et n'arrive pas en sortir. Hitler a pour modèle Mussolini pour reconstruire le parti après sa sortie de prison. À l'instar des sections d'assauts italiennes, il **crée les SA ayant des chemises brunes** afin d'uniformiser ses troupes. Hitler cherche à nouer des contacts avec des hommes politiques conservateurs. **Jusqu'en 1930, il n'est pas « salonfähig »**, il n'est pas intégré aux salons aristocratiques où se font de manière portique. Hitler est jugé peu fréquentable et vulgaire. Cela changera à partir du plan Young.

- Épanouissement culturel :

Il y a en Allemagne un vrai **épanouissement culture entre 1924-1928** (littérature, architecture, théâtre (expressionnisme)). **Berlin est l'épicentre** de cet épanouissement culturel. Dans la banlieue de Berlin, le studio de cinéma concurrençait Hollywood. Le **film exceptionnel Metropolis** de Fritz **Lang** (film à voir) témoigne de cet épanouissement. C'est une dystopie plaidant pour davantage de **justice sociale**. Dans le prologue, il y a un véritable jeu de contrastes sociaux (vision presque marxiste) où les dominés baissent la tête et sont exploités par des dominants qui eux ont la tête haute sur les épaules et ont des corps sains. Cette dystopie fait réfléchir sur la société de la République de Weimar qui est très cloisonnée. La classe ouvrière est dominée et exploitée et la bourgeoisie industrielle, aristocratique et culturelle qui domine la structure du pouvoir. C'est aussi un signal d'avertissement pour la démocratie. Si les castes sociales sont trop cloisonnées et que la mobilité n'existe plus, le danger du chaos et de l'insurrection ne sont pas très loin.

B) Des démocraties occidentales apaisées ?

1. France : Retour à la période d'avant 1914 ?

En France, on a l'**impression que l'on revient à la bonne vieille République d'avant 1914**. Le contexte politique dans lequel s'insère l'arrivée au pouvoir d'Édouard Herriot sonne comme un doux parfum des combats d'avant 1914 : défense des petits contre les gros, défense de la République et de la laïcité, débat sur la reconnaissance ou non de l'URSS, etc.

Toutefois, ce retour à la politique d'avant 1914 est à nuancer en raison de l'**agitation politique d'extrême droite** comme le mouvement de L'Action française ou Le Faisceau de Georges Valois (micro parti fasciste).

2. La stabilité en Grande-Bretagne

- Déclin du parti libéral et reconfiguration du bipartisme :

Il y a une **reconfiguration du champ partisan britannique avec l'avènement du parti libéral**. Le modèle de trois partis va céder la place au bipartisme : le parti des travailleurs et le parti conservateur. Le parti libéral tombe dans les oubliettes de l'Histoire.

- Expérience du Labour Party au pouvoir :

Indice de bon fonctionnement d'une démocratie est sa capacité à avoir des épisodes d'alternance politique. En 1924, une expérience politique, certes très courte, fait **accéder les travaillistes au pouvoir sous la houlette de Ramsey MacDonald**. Si le Labour contient des sons marxistes dans son répertoire, il n'y a **aucune rupture**. Il se contente de **gérer** convenablement les affaires du pays.

L'objectif de MacDonald est de « *contribuer par quelques résultats substantiels au bien-être, au bonheur et à la sanctification de la vie humaine* ». Toutefois, il y a **quelques actes sociaux**, comme la construction de logements et l'amélioration de l'assurance-chômage.

- Échec de la grande grève de 1926 :

Les élites politiques qu'elles soient dans l'opposition ou au pouvoir n'ont qu'un objectif : le **retour à la normale**, c'est-à-dire de **rétablir leur monnaie convertible en or**, qui était le symbole de stabilité avant 1914. Ils l'obtiennent en 1925 grâce notamment à Winston Churchill.

Toutefois, la réinstallation de l'étalon-or se produit au moment où l'économie britannique n'est plus compétitive sur le plan international. L'**économie industrielle britannique est sur la pente d'un long déclin**. Le chômage et la stagnation des salaires débouchent inévitablement sur des **tensions sociales**. Une grande grève, soutenue à peine par le Labour, éclate au printemps 1926. Cette grève donne l'**impression de revivre les événements sociaux ayant suivi la sortie de guerre en 1918**. La grande grève des cheminots paralyse le pays. Mais le **gouvernement ne cède pas, envoie les militaires et met fin au mouvement social**.

Cela a eu un impact durable sur le mouvement ouvrier britannique qui restera silencieux pendant une dizaine d'années. Les conservateurs font ensuite voter une loi qui **restreint la liberté syndicale** : les fonctionnaires ne peuvent plus adhérer aux syndicats et elle interdit les grèves de solidarité.

En dépit de la grande grève de 1926, la Grande-Bretagne reste un pays politiquement stable.

3. Double mouvement de la société américaine

- Modernisation culturelle et sociale :

À partir des années 1920, les USA entrent dans une société nouvelle : la société de consommation capitaliste. Ce nouveau modèle de société repose sur la capacité des ménages à **s'endetter** pour consommer (acheter une maison, une voiture, etc.).

D'une part, les **taux d'intérêt sont extrêmement bas**. D'autre part les **banques** encouragent à acheter des actions financières et favorisent la consommation avec un **crédit facile d'accès**. Se développe alors

inévitablement une **bulle spéculative**, car il y a une déconnexion entre la valeur économique réelle et la valeur des actions.

Se développe également au même moment le mouvement des **Flappers**, qui est le nom que l'on donne aux États-Unis aux jeunes femmes garçonnas des années 1920 : jupe ou robe courte, cheveux plutôt courts ou coupés au carré, mœurs libres (alcool fort, cigarettes, sexe...).

- Rejet de la modernité :

Il y a aussi en parallèle un **grand mouvement de rejet de la modernité**, dont l'archétype est l'organisation du **Ku Kux Klan** (KKK) qui attaque les noirs, les juifs, ou les communistes.

En somme, les **USA sont fragmentés entre l'exaltation de la modernité profitant à des élites cosmopolites et le rejet de cette modernité par une partie des classes plus modestes.**

C) Les oasis démocratiques d'Europe centrale et orientale

En **Europe de l'Est**, deux pays constituent des **oasis de pays démocratiques** : la **Roumanie** et la **Tchécoslovaquie**. Ces deux pays sont d'ailleurs une **ceinture de sécurité autour de l'Allemagne** qui fonctionne plutôt bien.

- La Tchécoslovaquie :

En Tchécoslovaquie, la vie politique est stabilisée entre le **parti social-démocrate** (dirigé par Edvard **Beneš**) et le **parti agrarien**, dirigé par Antonin **Svehla**. Ces deux partis s'entendent relativement bien pour gouverner. La Tchécoslovaquie est citée comme un exemple d'oasis, car elle est **stable** du fait que les deux partis tiennent bien le pays et il y a **peu de grèves**.

Le seul **problème** majeur (qui éclatera dans les années 1930) est celui des **minorités allemandes dans la région des Sudètes qui se sentent brimées par le pouvoir central de Prague**.

- La Roumanie :

En Roumanie, la monarchie parlementaire fonctionne bien dans les années 1920. La vie politique s'articule autour d'un **parti libéral** et d'un **parti paysan** qui gouverne soit sous forme d'alliance soit ou alternance. Ils mènent la grande réforme agraire 1920-1921 qui conduit à une forte ethnicisation de la terre. La Roumanie se « roumanise » dans les années 1920.

Pourtant, à partir de 1927, alors qu'il n'y a pas de terreau favorable (pas de PC fort, vainqueur de la WW1 et gagnant dans les traités de paix), un avocat de Bucarest, Corneliu **Codreanu**, crée une **légion de l'archange Michel** (unité paramilitaire fasciste) **qui dénonce les juifs et les bolcheviques**. Au départ, le mouvement est limité à une petite élite intellectuelle, mais elle monte en puissance avec la crise des années 1930.

En finalité, le **bilan est plutôt mitigé**. La **démocratie libérale semble en échec dans un certain nombre de pays**, surtout en Italie. Expérience politique inédite qui se met en place : le **fascisme italien**.

II. La démocratie libérale en échec

A) Les extrêmes au pouvoir

1. Le fascisme et la masse au pas de démocratie italienne

En Italie, dans un contexte de fortes tensions sociales, **les élites économiques et politiques appellent Mussolini pour rétablir l'ordre** (métaphore : CDD qui devient progressivement un CDI). Au départ, c'est un pari plutôt réussi. Il fait profil bas. C'est un **mélange de « top down »** (les relations avec les élites) et **« bottom up »** (activité des chemises noires).

- Uniformisation des troupes :

Quand il arrive au pouvoir en 1922, **Mussolini uniformise ses troupes et les calme**. C'est donc seulement à cette époque que se mettent en place les **« chemises noires »**. Elles deviennent l'uniforme de la milice du parti. Le noir renvoie à la couleur de l'uniforme de combat ardit (Les *Reparti d'assalto - Arditi - constituèrent un corps spécial de l'armée italienne pendant la WWI*). De ce fait, les **violences politiques cessent entre 1923 et 1925**.

Soulignons également que **Mussolini s'habillait comme un bourgeois** entre 1922 et 1930, il n'a jamais porté un uniforme militaire ou une chemise noire. À cela on voit qu'il est dans une **logique de conformisme**.

- Une Italie pas fascisée quand Mussolini arrive au pouvoir :

Quand le roi Victor-Emmanuel II propose à Mussolini de former un gouvernement, le 29 octobre 1922, l'Italie n'est pas fascisée. Au Parlement italien, Mussolini et ses troupes fascistes ne représentent que 7% du corps électoral. Si son gouvernement est composé de quelques éléments fascistes, il y a également des politiques du parti populaire et des monarchistes. C'est en fait une sorte de prolongement d'une sorte d'union sacrée. **Sa politique est libérale** comme tous les autres : austérité, monnaie convertible en or.

- Le double jeu :

Toutefois, l'objectif de Mussolini est clair et (encore) secret : **détruire le Parlement** afin d'avoir un lien direct entre le chef charismatique et le peuple. Mais comment faire sachant qu'il ne dispose pas de la majorité? Il joue alors un **double jeu** : il relance les violences de ses sections d'assauts (après avoir fait le ménage), tout en faisant croire qu'il fait des enquêtes aux élites du pays.

En outre, il s'assure que **chaque niveau de l'État soit progressivement doublé par une institution fasciste**. Sa technique marche dans la mesure où la population est encline à porter l'uniforme dans les institutions fascistes.

- Le principe de la listone et l'assistant de Matteotti :

En 1924, il y a un blocage politique. Il **dissout alors le Parlement** et fait passer une **loi électorale** qui est le système de la **listone** (ou Loi Acerbo). Celle-ci donne une prime au parti arrivé en tête (le parti récoltant 25% des voix reçoit 2/3 des sièges). Tout le discours de Mussolini repose sur l'unité nationale pour justifier cette loi.

Toutefois, un député socialiste, **Giacomo Matteotti**, monte au créneau en dénonçant le régime mussolinien et ses sections d'assauts. Résultat son corps est retrouvé truffé de balles quelques jours plus tard en 1924. Sauf qu'à ce moment-là, l'Italie n'est pas encore fascisée. Il y a donc un **sentiment d'indignation** qui monte dans le pays aussi bien à gauche qu'à droite.

- Le tournant dans le régime : le discours du 3 janvier 1925

Mussolini sent qu'il est dans une position de faiblesse. C'est pourquoi, le **3 janvier 1925**, dans un discours incendiaire, il annonce la fascisation du pays. C'est le basculement de l'Italie vers le fascisme. Il musèle l'opposition, qui dénonce un régime « totalitaire ». Un syndicat unique est créé en 1926 et tous les autres sont éliminés. À la fin de 1926, le **Parlement italien est à sa main**, car il a déchu tous les députés de leur mandat.

Cela est possible, car les cadres du régime italien font un calcul rationnel. Le système démocratique est instable (syndicat, grève et communiste). À côté de ça, un homme autoritaire ça peut être intéressant et le fascisme serait un moindre mal. Il y a donc encore un consensus des élites pour accepter ce nouvel état de fait.

Mais ces derniers se trompent, car Mussolini décide **progressivement de fasciser l'État** (administration, armée). Il commence aussi se faire appeler **Le Duce**. **Le Grand Conseil Fasciste devient le gouvernement italien**, il nomme les députés et il épure l'administration.

In fine, il faut à Mussolini environ 5 ans pour assurer la transition d'un régime de démocratie libérale vers un régime fasciste. [Hitler lui mettra entre 6 et 18 mois pour parvenir à un régime autoritaire en 1933.]

2. L'URSS communisme de guerre : la mise en place la NEP

- 1921-1927 : travail constructif du capitalisme et paix sociale (retrait tactique et provisoire)

En Russie, c'est le chaos. Il est presque miraculeux que les bolcheviks se maintiennent au pouvoir en 1920. Mais grâce à leur organisation rigoureuse, les bolcheviks se maintiennent au pouvoir. Lénine fait aussi le **choix stratégique**, afin de stabiliser le pays et au vu des échecs dans les pays européens (notamment l'Allemagne) **de ne pas exporter la révolution mondiale.**

L'URSS est créée en 1922. Approche fédérale de l'URSS induisant beaucoup d'autonomie aux fédérations. L'URSS est un empire multiethnique (baltes, finlandais, ukrainiens, caucasiens, tchéchènes, etc.).

Il est décidé qu'il faut **reconstruire l'URSS sur des bases capitalistes**, c'est un « repli stratégique » pour rattraper le retard. Ainsi, on passe du communisme de guerre (1921) à la **Nouvelle Politique Économique (NEP)**. La NEP correspond à la pause, au travail préparatoire vers le socialisme.

Il y a également un accent mis sur l'**émancipation de la femme**. On invente des structures qui prennent en charge des tâches qui étaient avant naturellement définies comme des tâches féminines. Création de cantines, de crèches, des laveries. Ce système marque des nouvelles égalités. Toutefois, si on émancipe la femme par le travail, celui-ci reste encore genré et misogyne (toujours elles qui font les tâches ménagères dans les entreprises publiques).

Parallèlement, les bolcheviks font la paix avec leur société. Ils font la paix avec les **paysans** en ne parlant plus de collectivisation, et en leur laissant choisir les prix. Le **secteur privé** fonctionne relativement bien grâce aux lois classiques du marché. On s'aperçoit, dans les pays occidentaux que le bolchevisme n'est pas si dangereux que ça.

De plus, entre 1921 et 1927, l'URSS lance deux grandes campagnes :

- **Lutte contre l'analphabétisme** ;
- **Electrification des campagnes russes** (l'ampoule Lénine arrive dans les foyers).

Les paysans savent donc désormais écrire et ont la lumière. Toutefois, si la page de la guerre est tournée, les investissements étrangers se font réticents. Ce que l'on pensait être durable, mais est une tactique.

- 1924 : Mort de Lénine

À partir de son **attentat en août 1918**, Lénine perd progressivement ses facultés intellectuelles et mentales, et il finit **par mourir en 1924**. S'ouvre alors l'enjeu de sa succession.

Elle est liée à l'**enjeu de savoir si les bolcheviks veulent faire advenir l'État socialiste dans un seul pays ou si on l'essaye à nouveau d'exporter la révolution mondiale**. Deux camps s'affrontent au Politburo. Trotsky, Zinoviev et Kamenev veulent exporter la révolution contrairement à Stalin, Rykov, Tomsky et Bukharin. Pour eux, il n'y a pas de révolution romantique, il faut faire le socialisme dans un seul pays avec une logique double de collectivisation des terres et de planification (rompant le pacte de confiance élaboré avec les paysans à la fin de la guerre civile).

- 1926 : Mort de Dzerjinski

Un acteur faisant le point d'équilibre entre les deux divisions meurt en 1926, **Felix Dzerjinski**. Sa mort est fondamentale, car c'est à ce moment-là que bascule le rapport de force dans le Politburo. Il était le chevalier zélé du socialisme, il a contribué à sauver la révolution grâce à la Tcheka. Mais il avait compris qu'on ne pouvait pas faire la révolution mondiale.

- 1927-1929 : Montée en puissance de Staline

À partir de **1926**, celui considéré comme le plus bête, **Staline, joue des rivalités personnelles et arrive progressivement à les éliminer tous en nouant des alliances puis en les défaisant**. Ils ne sont pas éliminés physiquement, mais politiquement, à coup d'accusation comme « *déviacionnisme bourgeois* » et par le montage de dossiers. Staline élimine ses rivaux, qui partent pour la plupart en exil, et les **remplacent par des hommes à sa main**, comme Molotov ou Kaganovitch. Staline finit donc par **contrôler entièrement l'appareil politique**.

Une fois éliminés ces adversaires, il **lance son projet politique du socialisme dans un seul pays**. Il plaide pour une modernisation au pas de charge. Il fixe le cap à l'URSS : en **10 ans, ils doivent rattraper leur retard de modernisation sur les Occidentaux coûte que coûte**. Il a une volonté politique féroce et le nombre de morts pour réaliser son projet ne lui importe peu.

Après le jeudi noir, le 7 novembre 1929, Staline prend la parole pour commémorer l'anniversaire de la révolution bolchevique. Il **annonce que le capitalisme est en train de mourir**, le capitalisme serait entré dans une phase terminale et Staline est conforté dans son projet politique qui paraît d'autant plus crédible avec l'effondrement du capitalisme.

Staline annonce que 1930 sera l'année de la grande transformation lançant la collectivisation des terres. Il a un objectif : faire de l'Ukraine un modèle réussi de transformation socio-économique, mais se heurte à la résistance des paysans qui ne veulent pas des « kolkhozes ».

B) Une épidémie de régimes autoritaires

Au moment où le capitalisme tangué, il y a une contagion de régimes autoritaires, qui touche sans surprise l'Europe méditerranéenne et l'Europe centrale et orientale.

1. L'Espagne

Primo de Rivera met en place un régime autoritaire, en s'appuyant sur l'armée, mais en maintenant malgré tout un gouvernement civil.

Problème de la **Catalogne** qui est en proie à l'**anarchisme**. L'armée est envoyée pour rétablir l'ordre et pour juger les dissidents. [*La Guerre d'Espagne, qui se manifestera quelques années plus tard, est évidemment une guerre entre deux idéologies, mais aussi une guerre au sein même du pouvoir républicain entre Madrid et certaines régions autonomistes.*]

Il **s'appuie sur le pilier de l'Église**, garant du conservatisme moral. Elle permet de contrôler les âmes. Il organise sur ces deux piliers sa dictature.

Il ne crée toutefois pas un mouvement populaire capable de soutenir le régime. **L'opposition monte** au sein de la classe ouvrière, sa légitimité se réduit et finalement la bourgeoisie le lâche en 1930. Sentant qu'il n'avait plus la main, il décide de **quitter le pouvoir**. S'ensuit alors la période de la II République espagnole en 1931.

2. Le Portugal

Le Portugal est aussi touché par l'autoritarisme.

Il y a un **putsch militaire en 1926** avec le général Da Costa à sa tête. Celui-ci est légitimité, car il a participé avec les Alliés à la WW1. Il installe un régime militaire et réduit les libertés civiles.

Il fait **élire un général réactionnaire Président de la République**, Óscar Carmona. Ce dernier fait appel à un universitaire, Antonio Salazar (admirateur de Charles Maurras), comme ministre. Impressionné par Salazar, il le nomme président du Ministère en 1932, lui donnant un pouvoir supérieur au sien.

Salazar est traditionaliste. Il a un projet socio-économico-politique en tête : le **régime corporatiste couplé à l'autarcie économique**. Ce régime est évidemment une réaction à la crise du modèle du libéralisme économique. Le régime corporatiste devient alors la deuxième alternative au libéralisme économique. Le corporatisme est une doctrine socio-économique favorable à l'existence d'organisations (les *corporations*) regroupant les acteurs d'une même profession, qu'ils soient salariés ou employeurs. Il propose d'en faire des organismes incontournables de consultation pour les pouvoirs publics. Le corporatisme s'oppose donc au regroupement des travailleurs dans des syndicats interprofessionnels.

Ce régime dure de 1929 à 1974. La grande capacité de Salazar après 1945 est d'avoir un **modèle politique, qui est relativement proche de celui de la Ve République** à l'instar de De Gaulle. Il souhaite une planification de l'économie par une maîtrise des technocrates. La transformation de la France se fait dans un cadre semi-autoritaire et semi-parlementaire, et c'est ce qu'il essaye de mettre ça en place aussi au Portugal. De plus, Salazar invente le fait que **chaque pays a sa démocratie** afin de dire qu'ils sont dans la **même communauté de valeurs**. Mais en réalité le fondement de l'unité européenne est la lutte contre le communisme.

3. La Pologne

En Europe de l'Est, les régimes basculent partout dans l'autoritarisme sauf en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

Pilsudski, héros de la renaissance polonaise, qui était parti du pouvoir, car trop autoritaire pour partager le pouvoir avec les parlementaires, est **réappelé** six ans après son départ (de Gaulle 12 ans).

Son arrivée doit se comprendre dans le contexte de guerre douanière entre l'Allemagne et la Pologne. Depuis la perte de la Silésie à la fin de la WW1, les généraux allemands sont irrités par cet état de fait et n'ont qu'une ambition détruire la Pologne. L'Allemagne décide alors de taxer à fond le charbon polonais pour affaiblir son économie. Cela marche puisque de grandes grèves éclatent en 1925-1926. Pilsudski est appelé, car les Polonais voit en lui le sauveur.

Pilsudski s'assure du **soutien de l'armée** et en 3 trois jours il s'empare du pouvoir. Il **instaure un régime de dictature et une politique de nationalisme ethnique**, à l'instar du Pis actuel. Il développe aussi une **politique antisémite et anticommuniste**. Il laisse des unités militaires commettre des extractions contre des Juifs. Il instaure un numerus clausus pour les étudiants juifs.

De plus, il **renforce les relations avec la France**, car il se sent pris en étau entre l'Allemagne et la Russie.

4. Le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes

Le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes est créé à la suite des traités de paix de la WW1 et se fait appeler à partir de 1920, la **Yougoslavie**.

Le petit État **serbe**, né dans le 1/3 du XIXe siècle contre l'Empire ottoman, **pense avoir une vocation à rassembler autour de lui tous les Slaves du Sud**. Grâce à la France, les Serbes réussissent à organiser cet État qui se caractérise par de fortes tensions entre les Serbes et les Croates.

Ainsi, au départ, monarchie parlementaire dirigée par le roi serbe, **adopte une Constitution le 13 juin 1921** (référence et la même avec Milosevic, au 13 juin 1389 bataille de Kosovo Polje, la bataille du Champ des Merles, qui invente une tradition nationale à la Serbie depuis la bataille du 13 juin 1389).

Très rapidement, des tensions éclatent entre le **parti radical serbe** (modèle jacobin) et le **parti paysan croate** (modèle fédéraliste). Ce cadre démocratique tient pendant la 1e moitié des années 1920, mais les tensions sont croissantes.

En **1928**, le **leader croate du parti paysan, Radic, est assassiné**. Cela donne lieu à une réaction de la population croate demande plus d'autonomie. Sauf que les Serbes n'acceptent pas ce qui donne lieu à une **guerre civile**.

Le **roi, Alexandre Ier, suspend le pouvoir, change le nom du pays, met fin à la Constitution. Cet État fédéral devient centralisé et les régions sont gouvernées par des représentants envoyés du roi**. Ce changement de politique ne sera jamais pardonné par les Croates. En 1934, Alexandre Ier sera victime d'un attentat avec Louis Barthou à Marseille.

III. Le crépuscule du libéralisme politique

A) Une perte d'élan

- Remise en cause de l'hégémonie politique des libéraux :

Dans l'Histoire contemporaine, on **connaît le processus des idées** : d'abord elles émergent, elles se généralisent ensuite et elles incarnent la modernité, avant de perdre de l'influence et de tomber dans les oubliettes de l'Histoire (cf. Antonio Gramsci hégémonie culturelle). Le **libéralisme** est la grande idée politique du XIXe siècle. Elle atteint son **apogée est 1870-1914** en termes d'idée politique et le système financier basé sur l'étalon-or.

- Perte de vitesse généralisée :

Mais les libéraux perdent une partie de leur influence à la fin de la WW1. Le déclin du libéralisme se voit pendant les années 1920. Sa prépondérance est menacée, car **dans les nouvelles démocraties, les partis libéraux n'arrivent pas à conquérir ou à rester au pouvoir.**

La **culture libérale est soit trop faible soit ne convainc pas les sociétés.** Les **partis agrariens** sont un vrai contre-modèle, mais aussi les **nationalistes** comme Pilsudski.

En fait, l'influence du libéralisme se réduit à ses bastions traditionnels, comme en Grande-Bretagne. Mais même là, le Parti libéral s'effondre avec la reconfiguration du champ partisan.

En Allemagne, les libéraux perdent progressivement leur poids électoral. En effet, l'électorat allemand reste fidèle à gauche au SPD et à droite dérive vers les conservateurs.

B) Des solutions impopulaires

- Mesures orthodoxes de défense des monnaies :

Les **partis libéraux ne font rien pour être populaires.** Leur vision du monde reste marquée par la **volonté de renouer avec le temps passé** comme si la WW1 n'avait produit aucun effet socio-économique.

Tous les libéraux au pouvoir mènent des **politiques d'austérité avec le retour à l'étalon-or**

- Résultats incertains :

La Grande-Bretagne le paye en perdant de la productivité et la France par une politique de dévaluation. Cela donne des **résultats incertains.**

Les libéraux **n'osent pas mettre en place des démocraties sociales pour ne pas laisser filer le déficit public**, en oubliant que le peuple a soif de justice sociale. La démocratie se doit pourtant d'intégrer les masses. Des efforts sont faits pour l'éducation, le logement, mais il n'y a pas d'État-providence. C'est une occasion perdue durant l'entre-deux-guerres.

À force d'être impopulaire, cela ouvre le champ politique aux extrêmes prônant l'antilibéralisme.

C) Des positions politiques encore solides

- Rôle pivot dans les coalitions :

Les libéraux ont un rôle pivot encore dans un certain nombre de pays :

- en France avec Poincaré on a un libéralisme sur la scène nationale, mais pas sur la scène internationale.
- Ils sont encore là en Allemagne, car ils sont de toutes les coalitions politiques DDP/DVP.
- Mais aussi dans les pays scandinaves.
- Le libéralisme a encore une position solide en G-B car même si le parti décline ce n'est pas le cas des idées. La politique antisociale des grèves en 1926 fait entièrement écho au libéralisme.

- Continuité même dans les régimes autoritaires :

- Mussolini a un ministre de l'économie libéral qui mène une politique d'austérité jusque dans les années 1930.
- Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie sous le régime nazi, vient du DVP.

Il y a donc une **continuité du libéralisme même avec les régimes autoritaires.**

Conclusion :

- Interruption des poussées de violence extrême :

La seconde partie de la décennie des années 1920 jusqu'en 1929 permet de **tourner définitivement la page de la sortie de guerre**. La « **démobilisation culturelle** » chère à John Horne atteint son **apogée en 1929**. Le Pacte Briand-Kellog déclare la guerre « hors la loi » en 1928 et le film « Rien de nouveau à l'Ouest » témoigne de cet **état d'esprit pacifique**.

- Recul des extrêmes politiques :

Soulignons le **recul des extrêmes politiques (droite/gauche)** pour différentes raisons. À gauche, les partis communistes sont soumis à une logique de bolchevisation et on élimine les éléments « déviationnistes » (les trop nationalistes, les trop à droite, les juifs, etc.). Les effectifs se réduisent drastiquement. Comme étant aux ordres de Moscou, les partis communistes se « ghettoïsent » tout seuls et se « stalinise ». Les cadres communistes appliquent à la lettre les évolutions constantes des ordres de Staline. La violence à l'extrême gauche diminue en même temps.

À droite, cela ne prend pas non plus, car il y a le retour à la croissance (certes fragile) et de la stabilité. Mais montée tout de même des régimes autoritaires fascistes, affaiblissement du libéralisme à l'échelle européenne.

- Futur ouvert en 1929 :

Mais la **fatalité n'existe pas en Histoire** et le futur reste optimiste, car tous les problèmes de la guerre semblent résolus. À la fin des années 1920, Churchill *The aftermath* (1929) :

« Deux pyramides jumelles de la paix s'élevant, solides et inébranlables..., imposant leur autorité à toutes les grandes nations du monde ainsi qu'à leurs armées et à leurs flottes... L'on cherchera peut-être un équivalent à cette entreprise. L'espoir repose à présent sur des fondations plus sûres... La période de dégoût vis-à-vis des horreurs de la guerre durera longtemps ; et dans l'intervalle, qui est une bénédiction, les grandes nations pourront progresser dans l'organisation du monde avec la conviction que les difficultés qu'il leur reste à dominer ne seront pas plus importantes que celles qu'elles ont déjà surmontées ».

Jugement optimiste, car on a l'impression d'avoir fait le plus dur. Les deux pyramides de la paix renvoient au Traité de Washington (1922) et aux accords de Locarno (1925) qui permettent de voir l'avenir avec beaucoup d'optimisme. Néanmoins, à partir d'une crise du capitalisme financier, le libéralisme va s'effondrer un peu partout, mais surtout en Allemagne, qui est pourtant garante de la stabilité européenne.

Chapitre 4 :

Le « moment 1929 » et ses conséquences politiques (1929-1933-34)

Introduction :

- Notion historiographique de « moment » :

La notion de « **moment** » a émergé il y a une dizaine d'années, pour caractériser certaines dates clés de l'histoire contemporaine (1848, 1929, 1989, etc.). Elle est rattachée à un événement, mais pas seulement à son fait historique et à sa date précise. Selon Michel de **Certeau** : « *le moment n'est pas ce qui est, mais ce qui se fait, ce qui se déploie dans le temps* ». L'évènement de 1929 a eu des conséquences importantes, notamment au niveau de sa **densité globale** touchant l'ensemble des pays développés. Ce qui est contenu dans la notion de moment est sa **contagion et sa dissémination dans le temps et dans l'espace**.

- Crise financière et économique engendrant le discrédit du libéralisme économique et politique :

Le moment 1929 est le grand défi que doivent relever la démocratie et le libéralisme. C'est un nouvel épisode de crise du capitalisme moderne, mais ce n'est pas le premier, car, dès 1813 en Autriche, il y avait eu un krach boursier suite à la la spéculation sur les chemins de fer. En 1929, d'ailleurs le crack a lieu aux USA et non plus en Europe, témoignant du changement du centre du monde.

- Montée en puissance solutions antilibérales portées par les extrêmes :

Le **libéralisme n'arrive pas à contrôler cette crise ce qui va légitimer encore davantage les modèles politiques alternatifs**. Par exemple, en Allemagne, cette crise va faire basculer le régime. Mais de manière générale, il y a une montée en puissance des solutions antilibérales qu'elles soient autoritaires, fascistes, ou nazies. De plus, **le libéralisme ne sait pas répondre à cette crise au niveau international** : les USA jouent la carte protectionniste et les Européens sont empêtrés dans la conférence du désarmement.

On jette Mussolini dans les bras d'Hitler au moment de sa guerre d'Éthiopie.

**Comment expliquer l'incapacité des démocraties libérales à résoudre la crise financière de 1929 ?
Quelles sont les compétences politiques du « moment » 1929 ?**

I. De la crise économique au désespoir social

A. Les derniers temps de l'optimisme : Du plan Young au « mardi noir »

- Stabilisation politique et économique :

Les derniers mois avant la crise laissent présager une belle sortie de guerre et le maintien de la stabilité, à l'instar de ce que décrivait Churchill ou Herbert Hoover (« *In America today, we are nearer a final triumph over poverty than in any other land* », 1928). Le libéralisme serait ainsi proche de mettre fin à la pauvreté aux États-Unis.

En **Allemagne**, on trouve une **solution aux réparations grâce au monde de la finance américaine** (JP Morgan notamment). En 1929, alors que se termine l'échéancier prévu par le plan Dawes, soit 20 milliards de marks-or réglés sur dix annuités, se met en place, à l'initiative des Américains qui sont ici les principaux bailleurs de fonds, un nouveau plan d'échelonnement du restant de la dette allemande. Le **plan Young** prévoit un règlement définitif des réparations. Celui-ci **réduit sensiblement le montant total des réparations** dues par l'Allemagne (d'environ 17 %) et **rééchelonne les paiements sur 59 annuités**, les faisant courir jusqu'en 1988.

- Sortie du ghetto politique du NSDAP :

Or, ce plan Young a eu d'importantes conséquences politiques, car il **permet à Hitler et son parti le NSDAP de sortir du ghetto politique** dans lequel il se trouvait.

Le Plan Young, comme tout accord international, doit être ratifié par le Parlement allemand. Hitler, de manière totalement démagogique, **mobilise la Constitution de Weimar pour l'affaiblir**. Il utilise l'article 73 de la Constitution qui indique qu'un **référendum d'initiative populaire** est mis en place si 10% du corps électoral, via une campagne de pétitions, soutient une proposition de loi au Reichstag. Hitler fait alors campagne contre la ratification du Plan Young et tente d'organiser un référendum sur la ratification ou non du Plan Young. Par là, il sort du ghetto, car il **trouve des alliés au sein des conservateurs** du DNVP. Hitler mobilise le nationalisme allemand de frustration et excite les foules sur l'asservissement de l'Allemagne pendant 59 ans. Finalement, il obtient 10%, ce qui lui permet d'organiser un référendum en décembre 1929. Celui-ci portant sur la proposition de loi « **Loi sur la liberté** » contient deux éléments principaux : la levée de toutes les sanctions du Traité de Versailles et l'emprisonnement des signataires du Plan Young pour haute-trahison. Le **référendum est un échec seulement 13,8%** du corps électoral allemand votent pour la proposition de loi nazie.

Mais Hitler a réussi son coup, il a fait du NSDAP une force capable de s'allier avec les conservateurs autour du rejet de Versailles et apparaît comme la grande force dynamique de l'extrême-droite. Comme par hasard, il commence par **fréquenter les salons des aristocrates et le grand patronat s'intéresse à lui**, et notamment à ses **sections d'assauts (SA)**. [*Ces SA ont réussi à conquérir Berlin « la rouge » sous l'autorité de Goebbels. À la fin de l'année 1932, il apparaît évident que d'un point de vue politique, Hitler a percé à Berlin, et d'un point de vue symbolique, les SA ont gagné la bataille de la rue contre les communistes après près de cinq ans de « micro guerre civile ».*]

En somme, **Hitler s'impose progressivement en adoptant une pression par le bas et en nouant des relations par le haut**. Pourtant, l'Allemagne tourne la page de l'humiliation de la défaite lorsque les alliés évacuent définitivement (et avec cinq ans d'avance) la Rhénanie en juin 1930. Si, l'Allemagne retrouve sa pleine souveraineté, le contexte économique fragilise la République de Weimar.

B. Le défi de la Grande Dépression

- Jeudi noir (24 octobre 1929) et l'éclatement de la bulle spéculative :

Octobre 1929 : nouvel épisode de crise du capitalisme financier. Cette crise est directement liée à la formation de **bulles spéculatives**, où la valeur des actions est déconnectée de la réalité économique. Le Dow Jones atteint des sommets rarement vus. La **loi de la contingence** (celle qui énonce que la hausse appelle la hausse et la baisse appelle la baisse) joue un rôle majeur dans l'éclatement de la bulle.

À partir du 14 octobre, il y a une annonce des mauvais résultats économiques américains entraînant le début des ventes sur les marchés financiers. Néanmoins, les banques rachètent les titres pour garder le cours stable. Mais, **le 24 octobre, le jeudi noir, une folie boursière s'empare de Wall Street et littéralement tous les investisseurs vendent.**

- Rôle passif de la FED :

A posteriori, la seule chose qui aurait pu éviter cette crise aurait été que la FED (création 1913) injecte immédiatement des liquidités sur le marché pour rassurer les investisseurs. Mais le dogme libéral l'empêcha.

- Le rapatriement des capitaux américains d'Europe ou la contagion en Europe de la crise :

Le marché s'effondre le jeudi noir et répercussion le système européen bancaire entraîne le vendredi noir. Ce sont les **places financières allemandes et autrichiennes qui s'effondrent les premières** en raison du rapatriement des capitaux américains par les banques les finançant.

C. Les malheurs et la colère des salariés

- Problème européen et américain du chômage :

La conséquence de la crise est que comme la FED ayant refusé d'injecter des liquidités, le **système financier s'effondre**. Le capitalisme moderne produit alors un **chômage de masse** (totale ou partielle). [*Jusqu'à la fin des années 1960, les masses salariales sont payées au temps et non sur des mois*].

En Allemagne, à l'été 1929 (avant la crise), il y a déjà 2 millions de chômeurs, en mars 1931, il en y a 5 millions puis, à son apogée, **6,1 millions de chômeurs en février 1932**. Ce **problème du chômage est d'ailleurs autant américain qu'europpéen**. Aucun pays n'échappe au chômage (Moodle). Le taux de chômage de la Pologne est de 43% en 1932.

- Une paupérisation croissante :

Dès lors dans cette situation de chômage, il y a des **graves problèmes financiers au sein des ménages** entraînant une **paupérisation**. Millions d'ouvriers d'usine dans la pauvreté. Qui dit pauvreté, dit aussi une **criminalité** et une **prostitution** en hausse.

- Exemple de cette paupérisation avec la photographie sociale de Ballhause :

En 1932-1933, on assiste à un deuxième grand moment de la **photographie sociale**. Walter **Ballhause** s'inscrit dans la continuité des photographies tragiques du début XXe siècle (travail des enfants). C'est un militant social-démocrate qui sillonne les villes allemandes et veut témoigner des conséquences socio-économiques de 1929. Par exemple, sur la photo de gauche panneau, cet homme tient une pancarte sur laquelle il est inscrit qu'il cherche n'importe quel type de travail. Tragique, car ces habits semblent indiquer qu'il ne fait même pas partie de la classe populaire. Il s'intéresse aussi aux invisibles de la sortie de guerre (infirmes, handicapés).

- Exemple de sortie de la paupérisation avec le film La belle équipe :

La belle équipe (1936) est un film de réalisme politique, réalisé par Julien Devivier, permettant d'appréhender efficacement la période du Front populaire. Ce film montre les dures conditions de vie de la classe ouvrière. Les poètes, notamment Jacques Prévert, écrivent les scénarios, d'où la touche d'idéalisme contrecarrant le réalisme. C'est l'histoire de 6 copains pauvres, qui sont au chômage, mais qui réussissent à en sortir grâce à leur victoire à la loterie nationale (qui est inventé pour être un expédient pour financer les retraites des mutilés et des anciens combattants). Cet extrait montre une certaine idée du hasard. Renvoie aussi à l'absence de logement social. Il montre la valeur de solidarité de la classe ouvrière quand ils invitent tout le monde à boire avec eux. Ils investissent dans une coopérative de bar à vins (guinguette). Mais cette coopérative ne résiste pas à une femme fatale, qui brise la solidarité entre les copains.

D. Les angoisses liberticides des classes possédantes

- Faillite des grandes entreprises (Citroën) :

Il y aussi des **dégâts dans les portefeuilles de la bourgeoisie financière, mais aussi industrielle**. Citroën fait faillite en 1934.

- Exemple d'Hugo Boss :

Entre 1924 et 1931, Hugo Boss lance son entreprise de prêt-à-porter dans le Bade-Wurtemberg. En 1931, Boss fait faillite et met la clé sous la porte. Dérouté, il prend sa carte au NSDAP. L'année d'après, il peut redémarrer son entreprise, car il obtient une forte commande du NSDAP, pour habiller les **SA**. Boss à partir de 1936 désigne l'uniforme de la **SS**. En 1938, il obtient les commandes pour habiller la **Wehrmacht**. Boss obtient aussi entre-temps les commandes pour habiller les **Jeunesses hitlériennes**. Cela explique son surnom de « *tailleur d'Hitler* ». Pourtant à la fin de la WW2, il paye une lourde amende pour soutien au régime nazi, mais peut quand même continuer son activité. Avec son passé, il laisse de manière pragmatique les clés de l'enseigne à sa famille. Boss devient un producteur de costumes et devient une marque mondiale à partir des années 1960.

- Angoisse de la prolétarianisation :

Beaucoup d'entreprises font aussi faillite en même temps. Ces faillites concernent surtout des **petites entreprises**. Ce milieu social (**artisans, commerçants, indépendants**) commence à entrer dans l'**angoisse classique de la prolétarianisation**. De plus, ils ont le sentiment de ne **pas être défendus par l'État** (qui s'inscrit dans la logique darwinienne des cycles économiques), renvoyant à un **sentiment d'abandon**. Ils ne reçoivent pas d'aides sociales par exemple. Ce milieu social ont aussi peur aussi de l'extrême gauche qui se (re)développe chez les classes laborieuses.

- Chercher des responsables :

Classiquement ces classes possédantes vont chercher des responsables de cette crise. Ils en désignent deux :

- Les **parlementaires**, qui d'ailleurs accumulent les scandales politiques. Sentiment que les parlementaires ne font pas leur travail.
- Les **juifs**.

- Solution autoritaire :

On pense à des solutions autoritaires avec un homme qui protégerait les gens. Il y a en effet un **besoin de protection**. On va alors chercher les **solutions alternatives proposées par les extrêmes** (gauche = modèle soviétique, droite = fasciste, nazisme).

Très rapidement, les **partis de la droite conservatrice vont glisser vers l'autoritarisme et l'antisémitisme**. Les petits et moyens s'intéressent progressivement à des hommes autoritaires comme Hitler. Ce dernier devient d'ailleurs de plus en plus acceptable après l'échec de son référendum. Goering introduit Hitler dans les salons aristocratiques. Il reçoit des chèques pour financer ses campagnes. Mais il serait **faux de croire qu'Hitler était totalement à la solde des grands patrons**, comme le photomontage le laisse supposer. En

effet, les grands patrons comme Siemens ou Bosch pensent encore qu'Hitler n'est pas la meilleure solution. Les grands patrons attendront vraiment la mise au pas de l'Allemagne pour se ranger derrière lui.

II. L'onde de choc politique du « moment 1929 »

A. L'échec malheureux des politiques libérales

- Impossibilité idéologique de trouver des solutions novatrices à la crise :

La politique libérale est marquée par le saut de l'échec. Mais malgré cette crise, ils n'ont pas l'imagination de penser autre chose de ce qu'ils ont fait auparavant. Ils **appliquent donc les vieilles recettes du libéralisme** en veillant encore à l'équilibre budgétaire même en période de crise aiguë. Cela les amène à pratiquer des **politiques déflationnistes** [*baisse des prix engendrant celle des revenus, laquelle engendre à son tour une baisse de la demande, qui incite les producteurs à baisser leurs prix, etc.*].

Ils réduisent les dépenses publiques et accentuent le sentiment d'abandon de l'État. Ils augmentent les impôts indirects. Ils baissent les salaires des fonctionnaires (15-20%). Ils baissent la durée des prestations sociales (ex : Brüning avec les femmes qui n'ont pas besoin de toucher le chômage).

Ce sont des **politiques qui aggravent la situation sociale**. La cure s'avère dramatique et dans le même temps, Brüning contribue à verser des aides aux grands propriétaires fonciers pour pas que l'agricole ne s'effondre totalement (« *Osthilfe* »). Dans ce climat de crise, Brüning, comme Hitler, pense que la meilleure solution serait de se **débarrasser des parlementaires**, car ils mettent systématiquement des bâtons dans les roues. Dans tous les cas, il gouverne par ordonnance (article 48). Il voudrait aussi faire une réforme pour permettre à Hindenburg d'être Président à vie.

- Les bienfaits des crises :

Les libéraux commencent aussi à affirmer que la marque de fabrique du capitalisme est aussi les nombreuses **crises spasmodiques**, qui seraient normales. C'est le **phénomène de purge** afin de régénérer l'économie en éliminant les canards boiteux. Dans les mots d'Andrew Mellon :

« Liquidate labor, liquidate stocks, liquidate the farmers, liquidate real estate. It will purge the rottenness out of the system. High costs of living and high living will come down. People will work harder, live a more moral life. Values will be adjusted, and enterprising people will pick up the wrecks from less competent people...When the people get an inflation brainstorm, the only way to get it out of their blood is to let it collapse » and that “even a panic was not altogether a bad thing ».

- La fin de la « politique de prospérité » en France :

En France, la politique de prospérité de Tardieu s'effondre en 1931. Un climat délétère s'installe et atteint son pic avec la tentative de coup d'État fasciste le 6 février 1934.

B. Les tentations autoritaires

- Le retour de la violence :

La montée de l'antiparlementarisme se traduit par le **retour des phénomènes de violence**. Cela s'explique tout simplement parce que les gens **crèvent de faim**. Les violences de rue sont liées à la **montée des extrêmes**. Cette violence débouche sur des massacres avec des centaines de morts comme à Hambourg ou à Berlin.

Les sociétés sont fragilisées par la crise de 1929 et sont attirées par des solutions autoritaires voir ultra autoritaire. Par exemple, au Portugal, Salazar installe son régime corporatiste à partir de 1933. Mais aussi en Hongrie et en Roumanie (archange Gabriel).

- Montée du NSDAP :

Mais surtout en Allemagne, qui est pourtant le point central de la stabilité en Europe.

Il y a un choc en 1930 avec l'entrée en masse des nazis au Bundestag. Ils ont raflé 18% des voix et obtiennent 107 députés. À ce moment-là, l'objectif d'Hitler est de prendre le pouvoir de manière légale. D'ailleurs son arrivée au pouvoir semble être une question de temps.

L'année 1932 est celle où l'Allemagne souffre le plus et pourtant à la fin de l'année 1932, Hitler est quasiment éliminé du champ politique, mais il parvient à être nommé chancelier en janvier 1933 de manière miraculeuse. Comment cela est-il possible ? Il y a trois moments.

1) **Hitler est en bonne position pour gagner la présidentielle en mars/avril 1932.** « *Hitler au-dessus de l'Allemagne* » est le slogan trouvé par Goebbels. Le but est de montrer qu'il est au-dessus des partis pour pouvoir sortir l'Allemagne de la crise. Les élites conservatrices sont toujours moyennement chaudes pour mettre au pouvoir Hitler. Finalement, **Hitler s'incline contre Hindenburg, mais obtient tout de même 37% des voix au second tour.**

Entre temps, le chancelier Brüning gouverne par ordonnances, car il n'a pas de majorité parlementaire suffisante. C'est pourquoi il demande souvent à Hindenburg de dissoudre l'Assemblée afin de se constituer une vraie majorité. Celui-ci accepte en juin 1932.

2) **Aux élections législatives de juillet 1932, l'arc constitutionnel de Weimar s'effondre. Le NSDAP devient le premier parti en Allemagne (37%).** Le DDP, parti centre droit, qui faisait 20% des voix au début de Weimar est maintenant 1%. Le SPD ne fait plus que 20%. Soulignons l'importance accrue de l'extrême gauche du KPD qui vole l'électorat du SPD (14%). Elle incarne la solution la plus radicale et la plus à gauche. Même le parti conservateur s'effondre à 6% des voix. **Mais en juillet 1932, la porte se referme une première fois pour Hitler, car Hindenburg ne donne pas la chancellerie à Hitler, mais à Frantz Von Papen.** Ce dernier est monarchiste, son idée est de restaurer la monarchie en Allemagne.

3) **Aux élections législatives de novembre 1932,** le nazisme est en baisse de 4%, mais reste le premier parti allemand avec 33% des suffrages. Dans le contexte de sortie de crise économique, les classes moyennes votent davantage vers le DNVP. Mais le KPD progresse encore de 3% et obtient 17% des suffrages. Soit 50% de votes pour les extrêmes.

Pour les nazis c'est une défaite électorale et pour le parti c'est un choc. À ce moment-là, on pense que la porte se referme complètement pour Hitler. D'une part, les **caisses du parti** sont vides et la **contestation** en interne commence à monter (Gregor Strasser remet en cause l'infailibilité du chef). D'autre part, **Von Schleicher devient chancelier en novembre 1932.**

À la fin de l'année 1932, Hitler est donc en très mauvaise posture. Mais, pourtant, en janvier 1933, **Frantz Von Papen, jaloux de Von Schleicher,** convainc le fils d'Hindenburg, Oskar, de former un gouvernement avec Hitler à sa tête. Le but pour Von Papen était de se servir d'Hitler et ses SA pour **écraser le communisme** en Allemagne. Une fois débarrassé de ce souci, il éliminerait Hitler et **rétablirait la monarchie.** Oskar accepte ce deal et convainc son père d'appeler Hitler, même si celui-ci le déteste. L'arrivée au pouvoir d'Hitler, le 30 janvier 1933, est donc un **pari.**

C. Des îlots de résistance libérale

1) La Grande-Bretagne

Le grand lieu de refuge du libéralisme est la Grande-Bretagne. Si elle marquée par la crise économique, cela n'accouche pas d'une crise politique.

Mais globalement la Grande-Bretagne est moins touchée que les autres pays arrivent à s'en sortir rapidement pour trois raisons :

- Dès 1931, il y a un **gouvernement d'union nationale** entre les nationalistes et les travailleurs.
- Surtout elle **s'appuie sur son Empire pour échapper la crise**. Création du Commonwealth en 1932 + échanges commerciaux qui lui sont favorables pour écouler sa production.
- Si elle mène une politique de déflation et d'austérité, mais **évite le naufrage social complet**, en raison du maintien d'une loi sur l'assurance-chômage et une nouvelle loi sur le logement. Elle **sort du système monétaire de l'étalon-or** afin de laisser flotter la livre pour doper sa compétitivité.

2) Le Danemark et la Suède

Il y a une tentative de penser autre chose que le libéralisme orthodoxe dans une démocratie. Les sociodémocrates mettent en place le **modèle scandinave** qui est une solution alternative au libéralisme. Il repose sur deux piliers :

- **Élargir la protection sociale et le droit des salariés**. Système de convention collective. Négocie des salaires. Augmentation des allocations chômage, retraite.
- **Augmentation des impôts** directs et indirects afin de financer les dépenses publiques.

La société civile adhère et les pays scandinaves sortent de la crise à partir de 1933-1934.

3) Les États-Unis

L'autre exemple est les USA. **Hoover est souvent présenté comme le Président aveugle et Roosevelt comme le sauveur. Mais la réalité est plus complexe.**

Hoover, s'il se fait le chantre du libéralisme, sent bien qu'il faut faire quelque chose. Il veut casser la spirale de la dépression. Mais pour cela l'état fédéral doit intervenir plus dans l'économie, or le budget de l'État fédéral américain est extrêmement faible. Pour y remédier, en partie, Hoover lance des politiques de grands travaux.

Les Américains déçus par les républicains décident de voter pour les démocrates de Roosevelt sans que celui-ci propose quelque chose de fondamentalement fantastique et révolutionnaire. Le **New Deal** est en fait beaucoup de bricolage : lancement de politiques de grands travaux, réformes du système bancaire. Il n'y a **pas de grand plan général**. D'ailleurs, les USA ne sortent de la crise qu'avec le lancement de l'armement en 1941.

Néanmoins, Roosevelt est le premier à lancer l'idée que l'État peut **planifier l'économie en intervenant dans le domaine agricole et industriel**. Cela servira de base au régime de Vichy de 1940 à 1942, puis surtout pendant la période des Trente Glorieuses.

III. Les extrêmes politiques et la réponse à l'effondrement économique mondial

A. La stalinisation comme projet de modernisation alternative

- Projet fondé sur la collectivisation :

Comme souvent en Histoire, il y a une **concordance des temps**. Alors que le 24-25 octobre 1929, le capitalisme moderne est en crise, une dizaine de jours plus tard, le **7 novembre 1929** (date correspondant au 12e anniversaire de la Révolution russe) **Staline annonce la mort du capitalisme et propose la mise en place de la planification de l'économie**.

Cette planification de l'économie doit commencer par le secteur le plus important : **l'agriculture**. Pour atteindre cet objectif, il est primordial de **collectiviser l'agriculture**. C'est pourquoi Staline annonce un Grand projet de modernisation fondé sur la collectivisation. Le but est d'avoir une agriculture productive pouvant alimenter les ouvriers qui modernisent l'industrie lourde. En d'autres termes, les **campagnes vont nourrir les villes**. La vision de Staline s'accompagne du « *big push* » : l'avancée de l'industrie soviétique pour que celle-ci **en 10 ans rattrape son retard de 150 ans** par rapport au processus de Révolution industrielle commencé en Occident. Il promet que l'année 1930 sera l'année de la grande transformation.

- « Guerre pour les céréales » :

Le problème est que cela ne se passe pas comme il l'avait prévu. Il annonce une **guerre contre les céréales marquant une guerre contre les paysans**, qui ne sont pas enchantés par cette politique de collectivisation.

Il a un objectif en tête : l'Ukraine. Comme les paysans ukrainiens rechignent à entrer dans les kolkhozes, Staline pense à une opération de sabotage de leur part, notamment des **koulaks** (paysans aisés) seraient contre. Mais le problème est comment distinguer un mauvais paysan d'un bon.

Pour cela, le NKBD, la police remplaçant la Tcheka, met en place des **commissions appelées Troïka**, car elles sont composées d'un procureur, d'un responsable local du Parti communiste et d'un membre de la police. Ces commissions « jugent » les paysans qui intègrent, au mieux les kolkhozes, au pire sont déportés ou sont tués.

Des **millions de personnes sont ainsi déportés** par cette politique de collectivisation forcée. Il faut créer des camps pour accueillir ces individus, c'est la création des **goulags**. Les prisonniers sont utilisés comme du bétail pour accomplir les travaux pharaoniques de Staline, qui regarde régulièrement les avancées et les chiffres des déportations afin de voir si tout le monde fait bien son travail.

- « Holodomor » en Ukraine :

Cette politique a eu des **conséquences terribles en Ukraine** à tel point qu'on parle de « *génocide* » ukrainien ou « *Holodomor* ».

Cette politique de chasse à l'homme et de déportation à **désorganiser les modes de production**. Finalement, les responsables locaux passent plus du temps à chasser les ennemis qu'à s'occuper de la collectivisation ce qui engendre une désorganisation totale des modes de production. Les **résultats sont donc mauvais** en termes de production. Sauf que pour Staline, si la production s'effondre c'est avant tout à cause des Ukrainiens. Toujours dans son idée de lier les campagnes aux villes et pour punir les Ukrainiens, les **responsables du parti communiste prennent de force le peu de production et l'envoient dans les villes**.

En d'autres termes, les **paysans n'ont plus aucune ressource pour survivre, car toute leur production a été volée.**

Entre 1931 et 1933, 5,5 millions de morts sont morts, dont 3 millions en Ukraine.

On voit bien qu'au départ, Staline n'a pas l'intention de détruire le peuple ukrainien, c'est pourquoi il est problématique de parler de génocide. Ils les laissent mourir de faim, car il considère qu'ils n'ont pas bien fait leur travail.

[Le juriste polonais, Raphael **Lemkin**, marqué par l'expérience de l'Holodomor, imagine une nouvelle catégorie juridique : le **génocide** qui est un projet organisé de destruction d'un peuple et d'une catégorie.]

Dans les mots de Staline :

« *Ralentir le rythme signifierait être à la traîne, et ceux qui sont à la traîne sont battus. Nous ne voulons pas être battus... Nous avons été à la traîne derrière les pays avancés pendant 50 à 100 ans. Nous devons les rattraper en 10 ans. Ou nous le ferons, ou nous sombrerons* ».

La logique est clairement une **logique de combat** et une **lutte des espèces** (darwinisme) pour l'acquisition de la puissance.

- La nouvelle arme de propagande : le cinéma

Parallèlement à ces horreurs, la **propagande vante la collectivisation**. Le cinéma devient un bon moyen de diffusion de cette propagande. Le film d'Alexandre **Medvedkine** *Le Bonheur* (1934) en est un bon exemple. Ce film est d'un cynisme absolu. Il raconte l'histoire de deux pauvres paysans, exploités par les méchants koulaks, mais qui grâce aux kolkhozes parviennent à s'émanciper. L'opposition est caricaturale entre les méchants koulaks et les gentils salariés agricoles. Ce film devait faire rire les masses laborieuses soviétiques dans les campagnes pour leur montrer que la collectivisation apporte le bonheur.

B. Le projet nazi

- Mise au pas de l'Allemagne :

En 6 mois, Hitler élimine l'opposition de gauche, notamment des communistes. **En 18 mois, il élimine l'opposition tout court** en contrôlant l'ensemble de l'appareil d'État allemand.

- Évolution autoritaire du régime allemand suite à l'incendie du Reichstag :

Le soir du **27 février 1933**, à Berlin, la police est avertie d'un début d'incendie au *Reichstag*. Les policiers se saisissent d'un jeune illuminé, torse nu, errant dans le bâtiment. On apprendra qu'il s'agit d'un maçon hollandais de la **mouvance communiste** et en apparence déséquilibrée, Marinus van der Lubbe. Il sera **considéré comme responsable de l'incendie et exécuté**. Dans les faits, il est possible qu'il ait été « *aidé* » par les nazis.

Dès le lendemain, le chancelier Hitler fait arrêter 4000 chefs communistes. Il fait signer par le Président Hindenburg un **décret qui suspend les libertés fondamentales**.

Le **23 mars 1933** ouvre près de Munich, à Dachau, un premier **camp de concentration** pour les opposants politiques.

Malgré le climat de terreur, les **élections législatives du 5 mars 1933 ne donnent aux nazis qu'une simple majorité au Parlement avec 44% des suffrages**. C'est **insuffisant à Hitler pour modifier la Constitution** en sa faveur. Il lui manque la majorité des deux tiers.

Qu'à cela ne tienne. Le **23 mars**, la **nouvelle assemblée se voit soumettre un décret qui donne au chancelier le droit de gouverner et légiférer à sa guise pendant quatre ans**, sans l'accord des députés. Le Centre catholique, le *Zentrum*, vote le décret contre la promesse que Hitler respecterait le droit de veto du président von Hindenburg. Le *Zentrum* a aussi été amadoué lors de la journée de Potsdam, le **21 mars 1933**, où Goebbels a mis en scène la réconciliation de la nouvelle Allemagne avec l'ancienne, qui se rejoint sur la nécessité de réformer l'Allemagne (en témoigne l'image où Hitler s'incline face au Président Hindenburg). Hitler fait aussi miroiter un possible concordat avec le Saint-Siège qui fait pencher définitivement le *Zentrum*.

- Rôle clé des juristes : mise en place d'un « droit nazi »

Hitler ne s'appuie pas que sur les élites conservatrices, mais il s'appuie surtout sur les **juristes allemands**. Certains d'entre eux vont mettre le droit, qui est une force créatrice, au service du national-socialisme. **Ces juristes, certains extrêmement brillants, inventent un droit nazi.**

Ces juristes sont marquées par l'expérience de la WW1 et proposent une vision du logos (le langage, le discours écrit) comme une arme de guerre. Le droit qui a toujours été pensé comme une science qui protège les gens va se mettre au service d'un **projet politique qui vise à construire une nouvelle définition du peuple**. En fait, on **passé du Demos** (tous les citoyens sont égaux) à la **Volksgemeinschaft** (conception raciste du peuple).

Le droit, qui est une pratique sociale théorique servant à créer des institutions, va être critiqué par les juristes nazis. En effet, pour eux les **institutions** n'auraient que des **désavantages**, mais surtout elles auraient des **origines juives**. (« *Pour nous Allemands, le mot Institution possède tous les inconvénients et peu d'avantages d'un mot étranger.* », Carl Schmitt). La loi étant juive, elle est donc étrangère et il faut donc tourner le dos à ces institutions non allemandes.

C'est pourquoi les **juristes nazis excluent la notion d'institution pour inventer la notion de Führerprinzip**, qui **tourne le dos à la tradition juridique d'État de droit** (« *Rechtsstaat* »). Elle postule l'idée que la **volonté d'Hitler n'est pas juste la sienne en tant qu'individu, mais est plutôt l'ensemble du peuple allemand** (« *La volonté qui se forme en lui n'est pas la volonté personnelle d'un individu, mais la volonté commune d'une communauté.* », Ernst Rudol Huber). C'est une légitimité charismatique que l'on voit en Hitler. Même des philosophes extrêmement intelligents supportent cette idée. Par exemple, en novembre 1933, Heidegger écrit que « *Le Führer lui-même et lui seul est la réalité allemande d'aujourd'hui et du futur, ainsi que sa loi* ». Hitler est donc le droit, car il porte la volonté du peuple.

Il y a un **rejet complet du droit positif**, qui serait le droit juif, pour passer à un droit teinté d'antisémitisme se mettant au service des nazis avec un retour au droit naturel allemand. Cette **nazification du droit allemand** se traduit dès 1933 par des **discriminations contre les juifs**, qui n'ont plus le droit d'exercer en tant qu'avocat ou juge (même si d'autres pays d'Europe orientale pratiquaient déjà cette politique).

Cette transformation du droit débouche sur un **discours nazi portant l'idée de communauté du peuple** (« *Gemeinschaft* ») et d'**unité**. Ce discours vient s'**opposer à celui prôné par les sociologues** de la fin du XIXe siècle, comme Ferdinand Tönnies et Émile Durkheim, qui constatait le passage de la **Gemeinschaft à Gesellschaft** (société), c'est-à-dire le passage d'une solidarité mécanique à une solidarité organique. Hitler se porte en étendard de l'unité allemande pour qu'elle redevienne une communauté liée et se ressemblant.

La particularité du projet allemand par rapport aux autres régimes autoritaires est la **dimension profondément raciste** de cette nouvelle communauté. La **Volksgemeinschaft est exclusive**, car elle exclut les personnes jugées indignes de faire partie de cette communauté. Les juristes créent pour cela des textes pour justifier cette exclusion. Cela concerne les **juifs** (qui ne représentent pourtant que 0,8% de la population

allemande en 1933), qui sont fortement encouragés à faire leurs valises pour éviter les humiliations du régime, comme le boycott nazi des magasins juifs (avril 1933) ou plus tard la nuit de Cristal (novembre 1938). Mais cette **tactique d'humiliation directe ne marche pas**, car elle choque la société allemande. Ainsi, pour arriver à ses fins de communauté exclusive, **Hitler rend l'exclusion invisible en la faisant passer le droit**. Cela donnant directement les lois du Nuremberg en 1935.

Cette dimension raciste ne concerne pas que les juifs, mais tous les autres « *parasites* » : opposants politiques, homosexuels, etc. Pour purifier la nouvelle communauté allemande, Hitler met en place dès 1933 des camps de concentration qui sont en réalité des **camps de rééducation**. Ces « *parasites* » sont condamnés par un procès en bonne et due forme, contrairement aux troïkas de l'URSS, mais basés sur le droit exclusif nazi. Roland **Freisler** fut le procureur personnel d'Hitler chargé de rendre le droit nazi en son nom pour condamner les « *parasites* ». Les parasites étaient ensuite rééduqués dans les camps, où ils se faisaient briser psychologiquement et physiquement, et quand la rééducation était totale, ils étaient ensuite relâchés. Cela explique pourquoi en 1939, la plupart des camps de concentration sont vides, car les prisonniers ont réintégré la communauté allemande, car ils n'étaient plus des parasites.

Le projet d'Hitler est un donc **projet biopolitique** (Michel Foucault), c'est-à-dire de **former une société sur la base de critères raciaux qui reposent sur l'expression d'un droit nazifié afin d'exclure de la société allemande les éléments indésirables**. Tout ça se fait avec le soutien du patronat allemand.

- Le soutien du patronat :

À partir de 1936, la plupart des patrons se frottent les mains avec Hitler, notamment de son Vierjahresplan qui permet de chauffer l'économie à plein régime.

C. Le tournant autarcique de l'Italie fasciste

À partir des années 1930, Mussolini fait le **choix d'une politique dirigiste**, le conduisant à faire des choix autarciques.

- La révolution fasciste :

À ses débuts, dans la deuxième moitié de la décennie 1920, le fascisme était un mélange entre autoritarisme sur le plan politique (État fasciste) et une politique libérale sur le plan économique. Avec la **crise de 1929, le projet libéral économique est abandonné** et Mussolini annonce en 1932 l'avènement de la **révolution fasciste**. Cela lui permet de retrouver une dynamique révolutionnaire (10 ans après la Marche sur Rome), où il souhaite **fasciser la société**. Il tient le même type de discours que dans le national-socialisme autour de l'unité du peuple. La différence fondamentale est qu'il n'y a pas de racisme ou d'antisémitisme. Son projet de révolution fasciste vise à mieux **encadrer la société avec les organisations de masse** ainsi que de renforcer le **culte du leader**.

Désormais, **Mussolini ne s'habille plus en bourgeois**, mais montre soit son corps à l'air pour dégager la puissance italienne à travers ses muscles soit il met des habits militaires.

Le but de Mussolini est de **moderniser l'Italie**. Pour cela, il utilise un **grand programme de travaux planifiés**.

- Instrumentalisation de l'héritage romain et guerre d'Éthiopie :

De plus, il **instrumentalise l'héritage de la puissance de la Rome antique** pour justifier ses ambitions. D'une part, il instaure le salut fasciste est une continuité du salut romain. D'autre part, il veut faire de la Méditerranée « la Mare nostrum italienne ». L'Éthiopie reste le barrage à son grand rêve, et c'est pourquoi il

décide de l'envahir. Les **opinions publiques occidentales sont scandalisées par l'invasion éthiopienne** et leurs gouvernements doivent en tenir compte, justifiant ainsi pourquoi la France et la G-B condamnent l'invasion. Cette condamnation est d'autant plus importante, que l'armée italienne n'était pas préparée pour une guerre de guérilla et utilise des armes chimiques, choquant encore plus l'opinion publique internationale. La condamnation qui en résulte pousse Mussolini, isolé sur la scène internationale, dans les bras d'Hitler constituant la naissance de l'axe Rome-Berlin.

Conclusion :

- Crise de 1929 : le libéralisme en doute

Le moment 1929 correspond à la date d'une importante crise financière et économique, qui déstabilise l'ordre économique et international reposant sur le libéralisme. De manière plus profonde, le **libéralisme politique est mis en doute**.

- Crise de 1929 : incapacité des dirigeants occidentaux à repenser le modèle libéral

Les libéraux des démocraties occidentales pensaient qu'on pourrait renouer avec les chaînes du temps. Aucun de ces dirigeants n'est en mesure d'inventer une solution inédite pour faire face à cette crise spasmodique du libéralisme. L'idéologie est que le logiciel économique est libéral et doit rester libérale coûte que coûte. En réalité, la **seule alternative est le New Deal américain**. Mais même là, ce n'est pas un Welfare capitalism car il y a une grande méfiance des Américains envers l'État.

- Planification et totalitarisme :

Les démocraties manquent également le chemin de la planification, c'est-à-dire **l'État qui doit diriger le pays, contrairement aux trois régimes totalitaires** (bolchevisme, national-socialiste, fascisme) qui prétendent incarner le futur et la modernité. Ces trois pays, avec à leur tête un dictateur féroce, ont en commun le développement du culte de la personnalité, la capacité à incarner une alternative au libéralisme et à prétendre que celle-ci est l'avenir. Ces projets bouleversent les classes sociales telles qu'elles ont toujours été conçues et l'ordre établi. L'aristocratie est mise sur la touche dans le champ économique, militaire (même si limité en Allemagne).

Chapitre 5 :

Au bord de la falaise (1935-1939)

Introduction :

Eric **Vuillard**, *L'ordre du jour*, 2017 (prix Goncourt) : « *On ne tombe jamais deux fois dans le même abîme. Mais on tombe toujours de la même manière, dans un mélange de ridicule et d'effroi.* ».

- Responsabilité des acteurs : danger contre le fatalisme historique :

Dans son ouvrage, Vuillard montre que la tournure des événements de 1930 pourrait éventuellement se répéter aujourd'hui. Pourtant, comme disait Paul **Valéry** : « *L'histoire est la science des choses qui en se répète pas* ». Vuillard montre aussi que c'est une bêtise de dire « *marche à la guerre* ». En effet, cette conjonction des événements s'explique surtout par la **responsabilité des acteurs engagés**. En fait, il explique qu'il n'y a pas de fatalité en Histoire, ce sont des acteurs qui prennent des responsabilités qui changent l'ordre des choses.

Pendant cette période de quatre années, on observe une « *marche fatale vers l'abîme* » (Jean-Baptiste Duroselle). Mais il s'agit de **déconstruire cette fatalité**. Ce qui compte c'est que les événements sont contingents et le rôle des acteurs lors de ces événements.

- Double mouvement de renouvellement de la démocratie et de terreur dans les régimes totalitaires :

Pendant les années 1935-1939, on observe également un double mouvement :

- **Plus la crise économique dure plus on réfléchit à des solutions politiques pour sortir de l'ornière**. La solution qui monte est l'antifascisme avec les expériences de Front populaire.
- **Les régimes totalitaires renouent** (pas dans le cadre soviétique où celles-ci furent constantes) avec le durcissement des régimes notamment des **terreurs policières**. En Allemagne, il y a la montée en puissance de la Gestapo, et à travers celle d'Hitler qui fait de la SS le nouveau pilier du régime. En URSS, la terreur policière s'explique par la nécessité de toujours mobiliser la population. Étant donné que les koulaks ont tous été éliminés, on ne peut plus dire qu'ils sont les responsables. On cherche alors d'autres ennemis : les Ukrainiens, les Polonais, etc. Staline cherche même des ennemis à l'intérieur même du régime (armée, parti). En Italie, s'il y a eu une phase de violence pour prendre le pouvoir, après l'obtention de celui-ci, la violence s'est calmée. Néanmoins, à partir de 1937, le fascisme cherche à nouveau des ennemis et commence seulement à ce moment-là à s'en prendre aux juifs et aux étrangers.

Il y a également une désunion des démocraties occidentales, comme la France qui est la « *remorque de la démocratie britannique* », selon l'expression de René **Rémond**.

Comment expliquer l'échec de cette tentative de renouveau démocratique ?

I. L'espoir d'un sursaut démocratique (1935-1937)

A. L'adoption des politiques économiques de relance

- Inefficacité des mesures d'austérité au début des années 1930 :

Le sursaut des démocraties occidentales passe par des **nouvelles politiques économiques et sociales**. La leçon apprise de 1929 a montré que dans les moments de crise il faut avoir le courage de sortir des carcans du libéralisme. Les choix sont plus adaptés de manière à rassurer la population et de montrer que « *le pacte de sécurité* » (Michel Foucault) des démocraties est capable d'être mis en œuvre.

Si l'on devait résumer schématiquement, cela donnerait ceci :

- De **1929-1934**, on suit les **politiques classiques d'austérité** sur la base de l'orthodoxie libérale. Mais celles-ci, comme vu précédemment ont déstabilisé les sociétés occidentales.
- Mais à **partir de 1933-1934**, certains dirigeants européens cherchent à corriger ces effets néfastes du libéralisme avec **plusieurs expériences**.

- Amplification du mouvement de relance en Scandinavie :

En 1933, on observe une **politique inédite en Scandinavie**. La fiscalité est certes très élevée mais la protection sociale est importante. Le gouvernement introduit les **congés payés et améliore le système de concertation sociale**. Les résultats sont bluffants : amélioration de la protection sociale et le pouvoir d'achat des citoyens tout en faisant **décliner le chômage**.

- Politique république de relance en Espagne :

En Espagne en 1931, les républicains ont forcé le **monarque Alphonse XIII à se retirer**, ce qui permet l'**instauration de la IIe République**. Les forces de gauche tentent une **politique keynésienne** en relançant la consommation intérieure par l'investissement et adapte à l'**État un rôle dirigiste** plus fort avec une politique de grands investissements et de grands travaux.

Mais en Espagne, il y a une très **forte polarisation entre la gauche républicaine et la droite conservatrice**. Par exemple, en 1932, José Antonio **Primo de Rivera**, fils de Miguel (général espagnol ayant fait un coup d'État de 1923-1930), crée la **Phalange espagnole**, qui mouvement proche du fascisme italien. Les républicains espagnols font la même erreur que les Allemands en 1919, c'est-à-dire que lors de la naissance de la IIe République, ils **ne républicanisent pas l'armée**, qui dès lors ne lui est pas très fidèle. De plus, la gauche républicaine est animée par une **idée anticléricale forte**, ils se mettent donc naturellement à **dos l'Église**. Or celle-ci contrôle fortement la population espagnole. La tentative de coup d'État par Franco entraînant le début de la guerre espagnole en 1936 s'inscrit dans un cycle de violence continu depuis la fin du XIXe siècle en Espagne. Finalement, le paradoxe de l'Espagne est que Franco par la violence met un terme à la violence politique. C'est aussi lui qui modernise l'Espagne après.

- Conversion progression à l'idée de planification en France :

Il y a l'expérience du Front populaire en France. Celle-ci arrive dans un contexte anxiogène lié à la crise à février 1934. Le Front populaire français s'inspire d'une **logique keynésienne qui vise à relancer l'économie par le déficit**. Toutefois, ils **ne vont pas jusqu'à adopter les idées planificatrices** que certains cadres aimeraient faire advenir.

Finalement, le **premier régime en France à planifier est Vichy**. En fait, certains cadres veulent prendre une revanche par rapport à la défaite express de la France en 1940 pour refaire d'elle une grande puissance. Mais ces derniers partent en 1942, car ils se rendent compte que l'État français est devenu un satellite de l'Allemagne. La plupart s'engagent dans la résistance et reviendront dans les arcanes du pouvoir à la fin de la WW2 pour mettre en place la planification.

Ces expériences de Front populaire, incarnant des polices de relance anticycliques, réagissent politiquement contre les régimes autoritaires et totalitaires.

B. La lutte contre les dérives fascistes et autoritaires

- Front populaire pour tirer les leçons de l'échec l'Allemagne :

S'il y a front populaire, cela signifie qu'il y a une **union des gauches**. Or celle-ci est rendue possible uniquement par le **revirement de stratégie** en politique étrangère de Staline. Ce dernier s'est remis en question par la destruction du KPD en Allemagne qui était très puissant. Il annonce désormais que les sociodémocrates ne plus sociotraitres, mais des partenaires de coalition dans un gouvernement en vue d'une union des gauches contre le fascisme et le nazisme.

- VIIe congrès du Komintern :

En **1935**, au **VIIe congrès du Komintern**, Maurice Thorez prend la parole et **entérine la ligne du Front populaire**. Cela **permet au PCF de sortir du ghetto politique** depuis la logique de bolchevisation du parti en 1920. En effet, en juin 1934, Thorez avait prôné l'unité politique de la gauche lors de la conférence nationale à Ivry. Le PCF devient un parti patriote, il n'est plus le parti de l'étranger et est un parti capable de s'allier pour gouverner. Cela permet d'enclencher une dynamique qui récolte ses fruits électoralement jusqu'en 1939 au moment du pacte Molotov-Ribbentrop.

Cette **logique de Front populaire touche particulièrement les pays de l'Europe méridionale**. En **Espagne**, le Front populaire républicain est opposé au coup d'État des conservateurs. Staline profite d'ailleurs de la participation soviétique à la guerre civile en Espagne pour liquider le mouvement trotskiste espagnole et tous ceux étant méfiants vis-à-vis de Moscou.

Georgi **Dimitrov** est une figure martyre héroïque de l'internationale communiste. Il est accusé d'avoir orchestré l'incendie du Reichstag. Jugé par le tribunal de Leipzig, il est finalement réexpédié à Moscou, car son éloquence avait plus mis en doute l'engagement des communistes dans l'incendie que celui des nazis. Il essaye de faire un Front populaire en Bulgarie, même si le PC bulgare y est officiellement interdit.

- Échec de certaines tentatives Front populaire :

Il y a des pays où cette logique ne marche pas. En **Tchécoslovaquie**, le **KSČ** (parti communiste) est **déjà intégré dans le champ politique** et fait régulièrement 20% dans les suffrages. La logique de Front populaire fera faire soutenir au KSČ le candidat libéral Beneš et lui faire prendre position contre l'Anschluss.

Il y a également une émigration allemande des sociaux-démocrates et des communistes à Prague et dans une partie du territoire allemand encore sous tutelle de la SDN, en Sarre. Il n'y a **pas de Front populaire en exil entre les sociodémocrates et les communistes**. Les leaders des sociodémocrates n'ont jamais pardonné les événements de 1919 ainsi que le gâchis des années 1931-1932.

L'antifascisme est le moteur de la résistance de la démocratie. Pourtant, cela reste essentiellement du discours et on a du mal à voir concrètement les résultats.

C. Des résultats fragiles

- Limite des politiques de relance :

Quand il y a Front populaire, les **résultats économiques restent extrêmement modestes, car ils ne franchissent pas le Rubicon** qui est de mettre en place un État-providence, un État dirigiste ou un État planifié. Il y a certes un **impact sur les consciences collectives** (comme les congés payés par exemple) et on

observe le signe d'une petite reprise économique, mais elles sont limitées dans le temps, comme l'illustre la pause que Blum décide de faire en 1937, lorsque les radicaux reprennent le pouvoir et entèrent cette idée.

- Logiques autoritaires dominantes :

De plus, les **régimes autoritaires qui pratiquent le dirigisme, la planification et l'autarcie ont des meilleurs résultats qu'eux**. Il n'y a plus de chômage et les carnets des entreprises sont remplis. Leurs discours sur la faute des étrangers, notamment des juifs, et aussi des parlementaires commencent à trouver de plus en plus d'oreilles lassées par les démocrates.

D. Le renforcement du pouvoir personnel d'Hitler et de Staline

[Le prof n'est pas fan du concept de totalitarisme. Mais on peut l'utiliser si l'on souhaite dire qu'il y a une ambition inédite d'un contrôle total de l'État sur la société.]

1. Hitler et le renforcement nazi du contrôle sur l'État

Ce renforcement totalitaire passe par des **formes de violence et de purges, notamment des vieilles élites conservatrices**. Plusieurs indices le montrent :

- Une grande figure du DDP qui fut directeur de la Reichsbank au début du IIIe Reich, Hjalmar **Schacht**, est **mis sur la touche en 1936**.
- Hitler **double la plupart des structures de l'État par des structures parallèles nazies**. Par exemple, il confie le plan de 4 ans à Göring, qui a une administration parallèle, et non au ministère de l'Économie.
- L'autre institution parallèle qui monte est la **SS**. Il y a déjà un ministère de l'Intérieur et une police, mais celles-ci sont prises en charge progressivement par les SS (uniforme noir en 1932 - en référence à la guerre des allemands contre Napoléon en 1813 - et habillé par Boss). Les SS deviennent l'institution la plus puissante en Allemagne. Il y a la **création en 1936 de la RSHA** (Reichssicherheitshauptamt ou Office central de la sécurité du Reich) qui fusionne les pouvoirs de la police et des SS. C'est un bureau centralisé à Berlin et purifié. Il y a toujours des bataillons ordinaires, mais la **SS devient un corps d'élite**. Plus le national-socialisme dure dans le temps, plus la domination de la SS sur la société allemande est importante.
- **Mise sur la touche des gradés supérieurs de l'armée**, c'est notamment le cas du général **Von Blomberg**. Hitler place à la tête de la Wehrmacht un homme de confiance Wilhelm **Keitel** et promeut une nouvelle génération d'officiers (Gunderian, Rommel) qui ne sont pas spécialement nazis, mais veulent servir l'État.
- **Répression s'accroît contre les éléments asociaux, les déviants** (sexuels, sociaux, politiques). Le projet est de rendre l'Allemagne « *Judenrein* » (débarassée des juifs). Pendant la Nuit de Cristal (**9 et 10 novembre 1938**), on profite de l'assassinat d'un diplomate allemand à Paris Vom Rath, pour mettre en place un pogrom (brûler des synagogues, casser des magasins juifs et assassinats de personnes juives) qui permet de tester la réaction de la société civile. C'est un semi-échec, car d'un côté cela accélère l'émigration des juifs, qui s'exilent notamment aux USA, mais d'un autre ce pogrom passe très mal aux yeux de l'opinion publique allemande et internationale. Toutefois, le masque d'Hitler étant déjà tombé à ce moment-là cela choque moins.

2. Staline et le réveil de la terreur policière

- Assassinat de Kirov et le début de la Grande Terreur :

Staline profite de l'assassinat de Sergueï **Kirov**, membre du Politburo, qui dirige le PC à Leningrad pour engager le pays dans la **période de la Grande Terreur** qui est nouvelle période de purge et de procès. Il fait de la politique en diffusant la peur par la violence. Il lance une politique de purge au sein du parti. Tous ceux n'étant pas pro-Staline sont accusés de déviationnisme. À la différence de la purge du début des années 1930, réside dans le fait que cette **répression est tournée contre les institutions soviétiques elles-mêmes**. Il y a un climat de peur et de paranoïa. Environ 400 000 mille personnes ont été déportés et exécutés pendant l'ensemble de cette période.

- Les procès de Moscou :

Les **procès de Moscou** sont une série de procès organisés par Joseph Staline entre août 1936 et mars 1938 dans le cadre des **Grandes Purges**, pour **éliminer ses anciens rivaux politiques en Union soviétique**, ainsi que diverses personnalités tombées en disgrâce. Plusieurs vétérans bolcheviks de premier plan, acteurs de la révolution d'Octobre, sont condamnés lors de ces procès truqués.

- Décalage avec l'image de tolérance véhiculée en Europe :

Toutefois, l'**URSS intègre la SDN en 1934**. Son image internationale commence à être **positive**. Le cinéma permet d'illustrer son ouverture.

Ex : *Le cirque* (1936) de Grigori Alexandrov. Aux États-Unis, une artiste de cirque ayant un fils noir est victime de préjugés. Une fois expatriée en Union soviétique, elle découvre un monde où elle peut finalement vivre en paix avec son enfant. Dans le même temps, le pompeux numéro final montre les personnages marchant sur la Place Rouge, portant des portraits de Staline et chantonnant *Chanson de la Patrie*, qui devint immédiatement l'hymne non officiel de l'URSS. Le film dépeint la Russie soviétique comme le seul pays libéré du racisme.

II. L'effondrement (1938-1939)

A. La déliquescence des gauches

- Délitement des alliances politiques de type « Front populaire » :

Ce sursaut de l'union des gauches ne dure qu'un temps en raison de la dépendance à la stratégie soviétique. En effet, lorsque Staline retourne sa veste en faisant un pacte avec Hitler, les partis communistes sont sonnés et ne savent pas comment réagir. Depuis 1934, la logique antifasciste des PC faisait une critique permanente d'Hitler et du jour au lendemain, ils doivent soutenir le pacte avec les nazis. L'ambiguïté est maximale. L'union des gauches explose donc peu de temps après.

- Responsabilité des gauches dans l'avènement du fascisme :

La division de la gauche porte en elle même la responsabilité de l'avènement du fascisme.

B. La contre-offensive des forces réactionnaires

- Réorganisation du fascisme en France :

La dissolution des différentes ligues en France, comme la Croix-de-Feu, se traduit par la réorganisation du fascisme, que ce soit sous une forme d'**organisation officielle** (Parti social français) ou **clandestine** (la Cagoule).

- Renforcement des régimes autoritaires en Europe de l'Est (Grèce, Roumanie, Pologne) :

- Montée du fascisme en Hongrie :

En Hongrie, montée en puissance d'un régime fasciste, avec le **parti des Croix fléchées** qui se développe à partir de 1937 financé par Hitler. Il est dirigé par **Ferenc Szálasi**. Miklós **Horthy** le fait plusieurs fois arrêter, mais ne l'élimine pas physiquement et ne fait pas diminuer de manière sensible son influence.

Conclusion :

- Tentative de sauver l'ordre démocratique :

Il y a donc une véritable **tentative de sauver l'ordre démocratique en Europe par la logique de Front populaire**, qui sont des fronts antifascistes. En réalité, c'est une **tentative vaine** (même s'il n'y a pas de fatalité en Histoire), car **l'Allemagne**, qui est le pilier de la stabilité en Europe, a déjà **basculé vers le totalitarisme**. Les démocraties occidentales sont trop faibles pour faire face aux régimes totalitaires qui veulent faire la guerre, comme le nazisme.

- Échec final à partir de 1938 :

À partir de 1938, il y a un échec final. Ce terminus se caractérise par la faiblesse des démocraties libérales sur le plan international, notamment à travers **l'échec de la politique libérale d'apaisement** de Chamberlain et **de la faiblesse des gauches**, d'où les leçons à la fin de WW2 avec la promesse de plus justice sociale.

Conseils pour le partiel :

Cours très dense avec beaucoup d'informations. Il s'agit de le bosser régulièrement pour le maîtriser.

L'introduction doit être parfaite :

- Expliquez les termes clés du sujet à travers un répertoire de toutes les notions clés vu ensemble (fascisme, extrémisme, moment etc.).
 - Maîtrisez la chronologie.
 - Problématique.
 - Justifier les bornes chronologiques choisies.
 - Soigner les entrées des grandes parties et les sorties des grandes parties.
-